

## Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion CESAG



# MASTER EN BANQUE ET FINANCE MBF

Année académique 2016-2017

Option : Finance de marché et Finance d'entreprise

Projet Professionnel

# MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME DE CROWDLENDING POUR LE DEVELOPPEMENT DE 1'AGRICULTURE AU BURKINA FASO: Y-NVEST CORPORATION

<u>Présenté par</u>: <u>Sous la direction de</u>:

Kévin Fayçal OUATTARA Dr. Bertin CHABI

Stagiaire du MBF Chef de Département CESAG Grande Ecole

Dakar, juin 2017

### **DEDICACE**

Je dédie ce projet professionnel à mon défunt père qui a toujours tout mis en œuvre pour m'inculquer de bonnes valeurs et qui continue à m'éclairer, à ma mère qui se sacrifie pour me mettre dans de bonnes conditions de travail et à mon frère qui m'a soutenu comme il se doit ici à Dakar.



### REMERCIEMENTS

Ce projet professionnel est le fruit de la contribution de nombreuses personnes à l'égard de qui nous exprimons notre gratitude. Nos remerciements vont à l'endroit de :

- l'ensemble de l'administration du Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG), pour le cadre et les infrastructures éducatifs dont nous avons bénéficiés ;
- la Coordination du Projet Master en Banque et Finance;
- le Docteur Aboudou OUATTARA et madame Chantal Délia OUEDRAOGO pour leur appui au Programme Master en Banque et Finance (MBF) ;
- monsieur Ababacar SECK pour son soutien au programme MBF;
- l'ensemble du corps professoral du Master en Banque et Finance, pour la qualité de la formation reçue ;
- le Docteur Bertin CHABI, mon encadreur, pour avoir accepté de me guider malgré son extrême occupation ;
- au Président de la promotion M. Augustin KPANTCHE pour toute sa disponibilité envers tout le monde ;
- les stagiaires de la 16<sup>ème</sup> promotion du MBF, pour l'esprit de famille qui a essayé d'être instaurer et l'acceptation de chacun tel qu'il soit;
- à mes amis pour m'avoir motiver dans la rédaction de ce projet et pour m'avoir donné des pistes dans mes recherches.

### **SOMMAIRE**

Chapitre 1: ANALYSE DE L'OPPORTUNITE DE LA CREATION D'U	JNE
PLATEFORME DE CROWDLENDING POUR LE SECTEUR PRIMAIRE DA	NS
L'UEMOA 11	
I / Présentation du secteur agricole et problématiques de financement de ce secteur	. 11
II / Le Crowdlending comme solution au développement du secteur primaire	. 16
III / Analyse de l'environnement et du marché	. 22
Chapitre 2 : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA PLATEFORME	. 31
I / Description du projet :	. 31
II / Organisation et fonctionnement de la plateforme :	. 34
III / Stratégie marketing de la plateforme :	. 41
Chapitre 3: EVALUATION, MODALITE DE FINANCEMENT, RENTABILITE	
RISQUES DU PROJET	. 45
I / Evaluation du coût du projet	. 45
II / Modalité de financement et analyse de la rentabilité	
III / Risques liés au projet et solutions proposées	. 58
III / Risques lies au projet et solutions proposees	

### LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BAD : Banque Africaine de Développement

BCB: Banque Commerciale du Burkina Faso

BCEAO: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BFR: Besoin en Fonds de Roulement

CEDEAO: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CESAG: Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

DRCI: Délais de Récupération du Capital Investit

ECOWAP : Politique Agricole de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de

1'Ouest

EMC: Enquête Multisectorielle Continue

FAO: Food and Agriculture Organization of the United Nations

GIE: Groupement d'intérêt économique

GV: Groupement Villageois

IAGU: Institut Africain de Gestion Urbaine

INSD: Institut Nationale de la Statistique et de la Démographie

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

IP: Indice de Profitabilité

I&P: Investisseurs & Partenaires

MBF: Master en Banque et Finance

ONATEL : Office National des Télécommunications

ONG: Organisation Non Gouvernementale

PCESA: Programme de Croissance Economique dans le Secteur Agricole

PESTEL: Politique, Economique, Social, Technologique, Ecologique, Légal

PIB: Produit Intérieur Brut

PMA: Pays les Moins Avancés

PME: Petites et Moyennes Entreprises

PMI: Petites et Moyennes Industries

PNUD : Plan des Nations Unis pour le Développement

SA: Société Anonyme

SONABEL : Société Nationale d'Electricité du Burkina Faso

SOFIGIB : Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina

CHISTO, IDANO, I

TPE: Très Petites Entreprises

TRI: Taux de Rentabilité Interne

UEMOA: Union Economique et Monétaire Ouest Africain

UMOA: Union Monétaire Ouest Africain

VAN: Valeur Actuelle Nette

WAEMU: West African Economic and Monetary Union

Y-NVEST: Yennenga Investment Corporation

### LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Tableau 1: Analyse PESTEL de l'environnement burkinabè	27
Tableau 2 : Organigramme en grandes fonctions de Y-NVEST CORPORATION	
Tableau 3 : Présentation des prix de nos produits et processus de recouvrement	
Tableau 4 : Immobilisations de la société	46
Tableau 5 : Rémunération des employés de Y-NVEST CORPORATION	47
Tableau 6 : Frais généraux de la société	48
Tableau 7 : Nombre prévisionnel de projets par année	
Tableau 8 : Chiffre d'affaires prévisionnel	
Tableau 9 : Plan de trésorerie	
Tableau 10 : Tableau prévisionnel des actifs de la société sur les 5 années	
Tableau 11 : Tableau prévisionnel du passif de la société sur les 5 années	
Tableau 12 : Tableau du FR, BFR et de la trésorerie nette	
Tableau 13 : Compte de résultat prévisionnel du projet	
Tableau 14 : Tableau de détermination de l'investissement global	55
Tableau 15 : Structure du financement	
Tableau 16 : Calcul de la rentabilité du projet	
Figure 1 : Evolution annuelle du chiffre d'affaire	
Figure 2 : Evolution du résultat net sur les 5 années	54
Figure 3 : Structure de financement	56
Figure 2 : Evolution du résultat net sur les 5 années	

### Introduction

Le secteur agricole est au cœur de l'économie des pays les moins avancés (PMA). Il représente une large part du produit intérieur brut (PIB) et emploie une proportion significative de la population active atteignant parfois 80%¹. Le secteur agricole se porte bien et devrait permettre à la population d'atteindre la sécurité alimentaire et financière et une bonne éducation pour les enfants pour ne citer que ces avantages. Cependant, la population burkinabè n'a pas de quoi se nourrir. Les acteurs de ce secteur ne disposent pas de financement suffisant et adapté pour améliorer leur rentabilité soit en agrandissant leur surface cultivable, soit en acquérant des appareils modernes. Les banques proposent des conditions difficiles pour accéder à leur financement et sont perçus comme étant des investisseurs pour riche. Les systèmes financiers décentralisées sont quant à eux plus adaptés aux besoins des agriculteurs mais ne disposent pas de fonds suffisants pour satisfaire la totalité de la demande. C'est au vu de ces limites que nous voulons proposer un système à gros volet social, dédié au secteur agricole et qui permettra de diversifier les types de financement du secteur agricole.

Le Burkina Faso est un pays très pauvre de l'UEMOA (183ème sur 188 pays dans le classement) selon le PNUD². Le secteur agricole burkinabè emploie 82% de la population mais ne contribue qu'à hauteur de 35% au PIB³. Ce paradoxe est dû à l'insuffisance de mécanisme pour financer l'agriculture du pays. En effet, le système financier est caractérisé par une certaine incomplétude dans la mesure où il est composé essentiellement de banques universelles qui hésitent à s'engager dans les secteurs jugés risqués tels que l'agriculture et l'élevage. Alors les populations concernées n'ont d'autres choix que de se retourner vers des systèmes de financement peut être plus adaptés à leur activité mais ne disposant pas d'assez de liquidité pour satisfaire l'ensemble des besoins.

Selon une étude de cas réalisée sur Ouagadougou, les besoins de financement dans l'agriculture burkinabè sont satisfaites, beaucoup plus par des relations sociales que par des créneaux institutionnels. Cela a un impact sur les montants sollicités et explique la petite taille des exploitations. Elle est entre autres relative à la difficulté de répondre favorablement aux conditions d'octroi de crédit, aux difficultés à satisfaire les garanties et les cautions demandés par ces institutions, l'insécurité foncière du fait que les exploitants des terres sont rarement les

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Site du FAO : <u>www.fao.org</u> ; Le rôle de l'agriculture dans le développement des pays les moins avancé

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Rapport du PNUD sur le thème : « Le travail au service du développement humain », 2015

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt - Politiques agricoles à travers le monde - Fiche pays - Burkina Faso, 2015

propriétaires, ce qui les met dans une situation de production et de remboursement très aléatoire<sup>4</sup>.

Le Burkina Faso possède pourtant un bon potentiel de production et de transformation agro-alimentaire faiblement valorisé et plusieurs investisseurs rencontrent des difficultés de financement. Seulement un tiers de ses terres arables sont exploités et plus de 70% des agriculteurs sont de petits producteurs. Malgré cette insuffisance de productivité, le pays apparaît souvent dans les plus grands producteurs de produits agricoles (coton, karité, sésame, etc.). C'est dire que si ce secteur était très dynamique l'économie du pays se porterait beaucoup mieux.

Le crowdlending est un système de financement par prêt très récent (aux alentours de 2006) et se caractérise par un volet social très développé. Son financement n'est conditionné qu'à la séduction du projet soumis à l'apporteur de fonds. Il est très simple d'accès et s'appuie sur de nouvelles technologies. Souvent plus rentables que les autres types de financement, le crowdlending peut être une solution à l'insuffisance de financement accordé au secteur agricole. C'est face aux restrictions financières des petits agriculteurs burkinabè que nous avons eu l'idée de créer une « Plateforme de crowdlending pour le financement de l'agriculture et de toute société ayant un impact positif sur ce secteur au Burkina Faso ».

La principale motivation de notre projet professionnel est de répondre à la question suivante : quel sera le coût et les modalités de financements de la création d'une plateforme de crowdlending encore inconnu des acteurs de ce secteur ?

L'objectif global de l'étude est d'évaluer le coût de la mise en place d'une plateforme de crowdlending et de proposer le meilleur moyen de financement. Les objectifs spécifiques seront de :

- > présenter la nécessité de créer une plate-forme de crowdlending dans l'UEMOA;
- > présenter la société et son organisation ;
- > faire une évaluation financière du projet.

La mise en place de cette plateforme aura pour intérêt de diversifier les sources de financement en agriculture du pays. De plus, par ce service, nous offrirons aux apporteurs de fonds un nouveau style de placement qui aura l'avantage de créer de la valeur dans la zone. Ensuite il permettra sur le long terme de booster les échanges commerciaux dans la zone et

\_

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU) : « Etude de cas sur le financement des agriculteurs et agricultrices urbains de Ouagadougou (Burkina Faso) »

d'augmenter nos exportations pour le bonheur d'une balance commerciale améliorée puisque les agriculteurs auront plus de fonds pour atteindre une plus large cible.

Aussi, le rapport de notre projet a vocation à enrichir la bibliothèque du CESAG par un cas pratique qui se veut le plus proche de la réalité possible d'un business plan pour la création d'une telle société. Il servira de repère pour les autres étudiants qui seraient intéressés par la conduite d'un travail de fin de formation sur un thème similaire. En outre, par le sérieux que nous comptons y mettre, il constituera une vitrine de la qualité de la formation reçue au programme Master en Banque et Finance ; puisqu'il permettra au lecteur d'y voir les capacités que confère aux auditeurs les enseignements dispensés dans ce cycle de formation.

Sur un plan personnel, ce projet devra nous permettre de renforcer nos capacités dans la conception d'un projet de création d'entreprise avec accent sur l'identification des moyens humains, matériels et financiers nécessaires à sa mise en œuvre et la mise en place d'une simulation financière crédible. Il nous permettra également de remplir l'une des conditions nécessaires à l'obtention du Master en Banque et Finance qui est la production et la soutenance d'un rapport de projet professionnel.

La production de notre rapport s'appuiera sur une méthodologie en deux grandes étapes : collecte des données et simulation financière de la société. Durant la première étape, nous effectuerons des recherches documentaires sur les modalités de financement du secteur agricole burkinabè et dans la sous-région ouest africaine et sur l'état de l'économie collaborative en Afrique et dans le monde. Nous administrerons des questionnaires aux entreprises, aux salariés et aux paysans. Nous effectuerons des recherches et visites auprès de sociétés qui ont la même activité telle que le français Iroko Project afin d'apprécier de façon pertinente l'organisation de cette offre de service et nous en inspirer dans la conception du plan de mise en œuvre et dans l'évaluation des ressources nécessaires.

L'ensemble des observations et des données collectées nous permettrons d'effectuer des simulations financières de la société qui permettra d'identifier son besoin de financement et les modalités les plus adaptées à son financement. Cette étape permettra aussi d'identifier les risques et proposer des moyens pour les atténuer ou les transférer.

# Chapitre 1: ANALYSE DE L'OPPORTUNITE DE LA CREATION D'UNE PLATEFORME DE CROWDLENDING POUR LE SECTEUR PRIMAIRE DANS L'UEMOA

Dans ce chapitre, nous présenterons le secteur agricole globalement et nous feront un diagnostic du financement dans ce secteur. Ensuite, nous présenterons le crowdlending comme une alternative à cette difficulté de financement. A cet effet, nous présenterons la notion de crowdlending, son fonctionnement, les lois qui cadrent ce système et ses avantages pour l'agriculture.

Par ailleurs, nous analyserons la faisabilité du projet au Burkina Faso à travers une étude du marché qui consistera à faire une analyse de l'environnement macroéconomique, de l'offre et la demande de financement du secteur.

### I / Présentation du secteur agricole et problématiques de financement de ce secteur

### 1) Le secteur agricole

Le secteur agricole du Burkina Faso regroupe l'agriculture proprement dite, l'élevage, la pêche et la sylviculture. Comme dit plus haut, il joue un rôle central dans l'économie du Burkina Faso.

Le secteur est très majoritairement constitué d'une agriculture familiale avec 900 000 exploitations<sup>5</sup> environ de moins de 5 ha, soit 72 % du total des exploitations. Les exploitations de plus de 20 ha, au nombre de 15 000 environ, sont très minoritaires. Elles sont en partie détenues par des investisseurs privés. Une classe intermédiaire entre 5 et 20 ha existe toutefois et représente 335 000 exploitations, soit 26 % de l'ensemble.

Les principales productions du pays sont le coton, le sésame, les céréales, l'élevage.

### a/ Le coton

A lui seul, il est cultivé sur environ 586 000 ha. En 2014, la production était estimée à 760 000 tonnes selon le Ministère de l'agriculture du Burkina et lui vaut la 12<sup>ème</sup> place du classement mondial des pays producteurs. C'est une grande source de revenu pour environ

11

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> FAO - Revue des politiques agricoles et alimentaires au Burkina Faso - Rapport pays, juillet 2013

325 000 producteurs du pays, est la principale source de revenue du secteur et est d'ailleurs celle qui reçoit le plus de financement dans ce secteur.

### b/ Le sésame

La production de sésame est de l'ordre de 60 000 tonnes en 2012. La grande majorité de la production est exportée et est attractive pour les paysans car sa mise en culture est postérieure aux autres cultures, notamment aux céréales. Elle constitue une source de revenus intéressante avec des coûts de production peu élevés et une commercialisation facile.

### c/ Les céréales

Elles couvrent 4,2 millions d'hectares, ce qui correspond aux trois quarts des superficies cultivées. La production céréalière pour la campagne 2013-2014 est estimée à 49 millions de quintaux en hausse de 15 % par rapport à la moyenne des 5 dernières années (42 millions de quintaux). Elle est dominée par le sorgho suivi du mil, du maïs et du riz avec respectivement 44%, 31%, 21% et 4 % de la production.

Concernant le riz, cultivé sur environ 135 000 ha et atteignant une production de 320 000 environ en 2013 selon le Ministère en charge, 75% de la production est commercialisé mais ne couvre que 42% des besoins du pays. Le gap est assuré par des importations d'Asie.

### d/ L'élevage

Il représente le 3<sup>ème</sup> poste d'exportation du pays. Le cheptel est numériquement le deuxième des États de l'Afrique de l'Ouest après celui du Mali. En 2011, on dénombre 8,6 millions de bovins, 8,5 millions d'ovins, 12,7 millions de caprins et 2,3 millions de porcins.

Il existe très peu d'élevages laitiers spécialisés (environ 200) et la plupart d'entre eux ont une faible productivité<sup>6</sup>. Les besoins en lait ne sont pas couverts et le pays doit importer des quantités importantes de produits laitiers (essentiellement sous forme de lait en poudre) pour satisfaire la demande.

Certes, le secteur affiche de bons chiffres. Cependant, il faut préciser que seulement 5,7Mha de terres sont exploitées alors que les potentialités agricoles totales du pays sont évaluées à 11,8Mha. Ce secteur est aussi caractérisé par l'utilisation des méthodes de

\_

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Ministère des ressources animales - Statistiques du secteur de l'élevage - Annuaire 2011

production archaïques et l'utilisation d'intrants de qualité parfois douteuse (qui détruisent les terres). A tout cela, il faut ajouter l'accès difficile aux financements de ce secteur.

### 2) Diagnostic du financement de l'agriculture au Burkina Faso

Ces dernières années plusieurs acteurs ont permis d'enregistrer des progrès notables dans le secteur agricole. Mais, d'une manière générale, ces performances sont en deçà des résultats escomptés, pour plusieurs raisons et surtout à cause du faible accès au financement dans le secteur (moins de 15%)<sup>7</sup>. Les financeurs formels de l'agriculture au Burkina Faso sont les banques, les institutions de microfinance (IMF), les organisations non gouvernementale (ONG), les associations, l'Etat à travers les projets.

La problématique du financement, qui ne fait que s'accentuée dans le secteur de l'agriculture plombe son développement. Par ailleurs, les raisons principales de la non obtention de crédit recueillies par l'enquête multisectorielle continue (EMC) sont :

- dossier incomplet;
- > pas de garanti;
- > capacité de remboursement faible.

Cependant, faisons ressortir les problèmes relatifs à chaque financeur du secteur agricole au Burkina Faso.

### a/ Les banques

Au Burkina Faso, on dénombre plus d'une dizaine de banques, mais seulement quatre (04) d'entre elles (ECOBANK, BCB, BOA et BRS) sont prestataires de services financiers aux petits producteurs. Les banques offrent des crédits court terme pour les besoins de fonctionnement des producteurs, éleveurs, entrepreneurs, ...

Cette offre prend soit la forme de refinancement des IMF, soit la forme d'intervention directe, notamment le crédit-embouche, les banques n'ayant pas d'autres produits spécifiques ciblés sur les activités agricoles

Malgré des résultats souvent très positive pour les banques avec 99% de remboursement, avec notamment l'expérience du crédit-embouche, on note une réticence de leur part pour le caractère aléatoire de la rentabilité des activités agricoles due à l'incidence des conditions climatiques et le caractère incertain des marchés agricoles. Aussi, l'une des particularités des

-

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> PNDES : Plan National de Développement Economique et Social (2016-2020)

milieux ruraux, est le fort taux d'analphabétisme de la population. Les emprunteurs y exercent majoritairement des activités liées à l'agriculture et ne tiennent pas de comptabilité. De plus, la réglementation (ratio prudentiel notamment) à laquelle les banques sont soumises réduit considérablement la marge de manœuvre. Ces éléments expliquent notamment pourquoi les banques démontrent souvent moins d'intérêt face à ce secteur.

Aussi pour le peu qui y est consacré, nous relevons des barrières à l'obtention de crédits à savoir des conditions d'accès lourdes pour de petits producteurs :

- condition d'ancienneté de la relation (en moyenne 6 mois);
- apport personnel élevé (20 à 30%);
- > taux d'intérêt élevé (au-dessus de 15%);
- conditions relatives aux garanties;
- délais de remboursement non adaptés à la saisonnalité de leur revenu.

Enfin, le manque de proximité des banques avec ces agriculteurs crée des barrières psychologiques (la banque est faite pour les riches) et nourrit les asymétries d'information.

### b/ Les institutions de microfinance (IMF)

Ce sont des institutions de microfinance non bancaires, c'est-à-dire non affiliées à aucune banque dont la vocation première est d'offrir des services financiers de petites tailles aux personnes pauvres. Au Burkina Faso, on en compte aujourd'hui 65 agréées ou conventionnées. Ces structures font du crédit à partir de l'épargne préalablement faite par les membres et des refinancements auprès des banques ou partenaires financiers<sup>8</sup>.

Même si elle est significative, l'implication des IMF dans l'agriculture a des limites importantes. Les IMF se cantonnent dans une stratégie de grande prudence par rapport à l'agriculture et limitent la part de portefeuille de crédit qui y est dévolue; dans les perspectives actuelles, l'augmentation du crédit à l'agriculture est donc liée d'une part à la croissance des IMF qui est lente et émaillée de crises, et d'autre part, au renforcement de la confiance entre les secteurs agricoles et microfinance.

De plus, elles font face aux difficultés suivantes :

- > coûts des services non financiers élevés ;
- produits financiers figés et peu innovants ;

<sup>8</sup> Essai d'analyse de la problématique de financement des projets par les institutions de microfinance au Burkina Faso: Cas de la BCB

- priorité aux produits à rentabilité évidente et rapide qui n'est généralement adapté aux plus pauvres;
- > lenteur dans les traitements des dossiers ;
- contexte règlementaire, économique et environnemental peu favorable.
   A ceci, nous pouvons signaler des taux d'intérêt trop élevé, souvent supérieure à 20%.

### c/ Les organisations non gouvernementales (ONG)

Le Burkina Faso comptait 218 ONG en juin 1996. Elles interviennent activement dans le financement des besoins individuels et collectifs des populations défavorisées mais aussi dans la prise en charge des besoins des structures associatives ou coopératives et des institutions locales. Sur les 218 ONG, on estime à plus de 200 le nombre de celles qui mènent une activité en rapport avec l'économie sociale. Concrètement, les ONG intervenant dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage sont au nombre de 93.

Pour la période 1991-1995, le montant des prévisions de réalisations, des financements acquis et des réalisations effectives sont respectivement de 98,3 milliards, 79,5 milliards et 70,8 milliards de francs CFA. Les taux de drainage, d'absorption et de réalisation sont respectivement de 80,9%, 89% et 72%. Les réalisations financières dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage absorbent près de 60 milliards de francs CFA soit 85% du total des réalisations mais restent toujours faible par rapport à la demande existante.

Ces chiffres se sont multipliés dans les 10 dernières années.

### d/ Les projets de développement

De nombreux projets d'aide extérieure ont mis en place des systèmes de financement autonomes. C'est le cas notamment des projets de gestion des terroirs villageois, de sécurité alimentaire et de nutrition. Ces projets, qui comportent chacun un volet micro-crédit, contribuent à la diffusion du crédit décentralisé et au financement des besoins des communautés de base. Ils interviennent à la fois de façon complémentaire en subventions ou en finançant des besoins non ou mal pris en compte par les systèmes financiers décentralisés (notamment le crédit d'équipement). Si ces projets contribuent dans une certaine mesure à créer des activités génératrices de revenus, force est de reconnaître que les résultats sont, pour la plupart, décevants (taux de pénétration des populations faibles, taux d'impayés très élevés, forte dépendance visà-vis de l'extérieur, etc.).

De plus, depuis la disparition de la Caisse nationale de crédit agricole les prêts accordés au monde rural ont fortement baissé à un tel point que les paysans réclament une banque agricole. En effet, les banques actuelles consacrent l'essentiel de leur prêt dans les autres secteurs du pays et seulement 3,5% sont accordés aux agriculteurs. Résultat, seulement 15% des producteurs bénéficient de crédits.

En bref, toutes ces institutions financières du pays doivent normalement permettre au Burkina, non seulement de se nourrir et d'éliminer la faim, mais également de s'ériger en un acteur majeur des marchés internationaux. Pour ce faire, ce sont avant tout les hommes et les femmes, travailleurs des terres qui doivent être soutenus. Ces derniers, à l'instar des autres secteurs nécessitent souvent un apport financier pour couvrir de nombreuses dépenses en investissement lors de projets qu'ils entreprennent. Mais pour la majorité d'entre eux, ces apports sont difficilement mobilisables du fait notamment de leur faible bancarisation et des taux d'intérêts élevés lors des emprunts. Pourtant, de l'autre côté, nombreuses sont les personnes et organisations qui seraient prêtes à accorder du financement, pour peu qu'ils aient connaissance des projets et que ces derniers soient parfaitement montés. Il y a alors une absence ou le manque de personnes se spécialisant dans l'intermédiation financière entre ces deux groupes.

### II / Le Crowdlending comme solution au développement du secteur primaire

Dans cette section nous présenterons d'abord précisément la notion du crowdlending, le cadre règlementaire relatif à ce service au Burkina Faso et la raison de notre choix du crowdlending pour financer le secteur agricole au Burkina Faso.

### 1) Présentation du crowdlending

Le crowdlending est une branche du financement participatif ou crowdfunding. Ce mot d'origine américaine signifie littéralement financement par la foule et vient de la notion du « crowdsourcing » qui veut dire « utiliser la foule » pour obtenir des idées, des commentaires et des solutions quel que soit le but (BRAHAM ; 2008 : 16).

Plusieurs définitions sont données au crowdfunding. Celle qui sera retenu dans notre travail est la suivante : « Un mode de financement qui consiste à mobiliser un nombre important de particuliers, investissant de petites sommes d'argent pour financer différents types de projets

»<sup>9</sup>. Il est associé au concept plus global de « crowdsourcing », lequel consiste à solliciter le grand public afin de générer des idées et trouver des solutions nouvelles de façon à développer « des activités corporate ». L'objectif du crowdfunding est de réunir les fonds dans une perspective de création de la valeur.

Une des particularités du financement participatif est qu'il se déroule via une plateforme web. La plateforme permet de présenter le projet au public visé ou non, d'interagir avec les investisseurs, de gérer les flux d'argent. Les plateformes de crowdfunding peuvent, le cas échéant, proposer également aux investisseurs un service de conseil pour optimiser les placements<sup>10</sup> ou proposer un suivi aux porteurs de projet afin d'assurer un retour sur investissement aux prêteurs.

En Afrique, région du monde où l'accès à internet reste encore embryonnaire, les sociétés utilisent de plus en plus les services mobiles pour faire du crowdfunding. Nous pouvons citer, par exemple, Orange Collecte en association avec HelloAsso qui a lancé le premier service de crowdfunding 100% mobile dédié aux clients de Orange Money en Côte d'ivoire.

Le crowdfunding regroupe :

- ✓ le don :
- ✓ la prévente ou reward based crowdfunding ;
- ✓ la coproduction
- ✓ le prêt ou crowdlending ou peer-to-peer lending ;
- ✓ la prise de participation ou le financement participatif en capital dit equity-based crowdfunding.

Le principe du crowdlending est très simple : une plateforme web met en relation un emprunteur qui cherche un prêt personnel (quelle que soit son utilisation finale) et un ensemble de personnes qui cherchent à placer leur argent (les prêteurs). La plateforme apparaît donc comme un intermédiaire entre ces deux agents économiques.

Les sites se rémunèrent en facturant un coût à l'emprunteur et/ou en prenant une commission sur les taux concédés. Les plateformes Zopa et Prosper<sup>11</sup>, sites anglais et

\_

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> Belleflamme P., Lambert T. et Schwienbacher A. "Crowdfunding: Tapping the right Crowd" Working Paper, Page 9

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> petite-entreprise.net

www.zopa.com / www.prosper.com

américains, ont respectivement permis d'atteindre des prêts à hauteur de 288 000 000 Livres Sterling pour le premier et 447 millions de dollars pour le second. Selon DELOITTE<sup>12</sup>, entre 2008 et 2012, ce type de plateforme de prêts a généré près de 1,4 milliards de dollars de prêts, somme qui pourrait être atteinte pour la seule année 2013.

Le processus pour recourir au crowdlending est propre à chaque type de plateforme mais passe globalement tous par les étapes suivantes :

- ➤ 1<sup>ère</sup> étape : la sélection de projet ; en effet, tous les projets ne peuvent être présentés sur une plateforme. Il importe de se spécialiser dans un domaine bien précis de sorte à mieux intéresser ses lecteurs. De plus, ce sont les projets les plus ambitieux qui se doivent d'être présentés.
- ➤ 2<sup>ème</sup> étape : il faudra ensuite fixer les montants minimums et maximums que chaque investisseur pourra apporter ainsi que le temps impartit pour collecter le montant total du projet. Il faudrait par la suite, détailler l'objet du projet mais tout en étant bref et trouver des titres et images accrocheurs pour chaque projet ;
- → 3<sup>ème</sup> étape : cette étape est relative à la manière dont le monde investisseur sera touché. Il faudra alors trouver des voies qui nous permettra d'informer le plus de personnes qui seront susceptibles de placer leur argent

### 2) Cadre juridique du crowdlending

Concrètement, en Afrique de l'ouest, il n'existe pas de cadre règlementaire relatif au crowdfunding. Il est donc nécessaire dans cette partie d'identifier les contraintes légales relatives à l'activité afin de les contourner. Bien qu'à terme nous sommes convaincus que les adaptations réglementaires s'opéreront, il est aujourd'hui nécessaire de trouver des moyens alternatifs pour faire fonctionner une telle plateforme.

### a/ Les contraintes

Nous pouvons en identifier deux principaux : l'appel public à l'épargne et le monopole bancaire sur le crédit.

Solliciter le public (c'est à dire l'ensemble des individus d'un pays) est réglementé et reste l'apanage des sociétés cotées et des banques. Il serait illégal de proposer largement un

\_

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Deloitte, « Let's get together: crowdfunding portals bring in the bucks », 2013. http://bit.ly/XXhnOQ

dossier de financement et de demander aux particuliers de participer. Cette protection des personnes empêche les abus et les escroqueries, et participe à la défense des patrimoines des particuliers en les protégeant d'éventuelles informations peu fiables.

Les banques peuvent librement récolter des dépôts car elles les garantissent. Elles sont donc habilitées à attirer l'épargne et à la faire fructifier.

En l'absence de réglementation propre au crowdlending, qui permet à un intermédiaire en financement participatif de conseiller des particuliers sur les placements désintermédiés auxquels il peut souscrire. Il est donc a priori complexe de chercher à récolter des fonds venant du public.

Dans le même temps, l'objectif du crowdlending est de permettre à des particuliers de prêter à un agent à besoin de financement, non d'y investir en capital. Or, le crédit est un outil financier réglementé avec un quasi-monopole bancaire. Concrètement, une personne morale ou physique peut difficilement prêter de l'argent à une autre si elle ne possède pas l'agrément d'établissement de crédit.

En l'absence de réglementation adaptée qui autorise ce type de prêt, il faut donc trouver un mécanisme pour contourner ce monopole.

En absence de cadre règlementaire nous devons trouver des moyens pour les contourner. Les pistes que nous avons trouvé se basent sur des analyses de la société Iroko Project.

### b/ Les différentes pistes de solutions aux obstacles

Nous avons donc 3 pistes de solution selon les études de la société Iroko Project du Sénégal. Ceux-ci reposent sur des outils financiers très peu utilisés et se résument dans les lignes qui suivent.

### $\Rightarrow$ Le bon de caisse

Ce n'est pas réellement un crédit mais une simple reconnaissance de dette. Ce produit a été étudié car c'est grâce à lui que les premières plateformes françaises ont pu démarrer leurs activités avant la mise en place du cadre légal (Unilend notamment). Outil financier employé par les banques en France à la recherche de ressources à terme, il n'était pas du tout utilisé par les entreprises malgré une existence ancienne. Néanmoins, à y regarder de plus près, cet outil peut permettre le financement participatif en émettant un nombre de bons qui sont égaux au nombre de contributeurs. La plateforme se chargera ensuite de mutualiser les bons, c'est-à-dire les contributions.

Malheureusement, cet outil est à la seule disposition des banques en Afrique de l'ouest.

### ⇒ Le titre de créance négociable

S'il s'agit également d'une reconnaissance de dette, son émission est strictement réglementée et nécessite de demander l'autorisation des banques centrales, ce qui dans les faits, le réserve à une infime minorité d'entreprises. Ces titres peuvent également nécessiter un montant minimum, ce qui les rend inadaptés aux montants relativement faibles ou groupement d'agriculteurs, qui sont pourtant le cœur de notre étude.

### $\Rightarrow$ La combinaison de deux facteurs

### • Création d'un GIE

Limiter les contributions aux adhérents d'un groupement permet de résoudre la problématique de l'appel à l'épargne public : les individus ne sont plus considérés comme des particuliers aléatoires et génériques qui sont démarchés car ils ont consenti à rejoindre un groupe avec un objectif précis.

Outre le respect du cadre légal, cette solution a comme intérêt de former un groupe d'individus a priori plus déterminés à utiliser les services de la plateforme et correspondant à un profil pertinent. Par ailleurs, les responsables des coopératives peuvent être intégrés au sein de ces groupes ce qui favorise ainsi les relations interpersonnelles entre prêteurs et emprunteurs. Leur permettre d'intégrer le groupe est également un élément fort pour les fidéliser et les inciter à réemprunter au sein du groupe. Créer un réseau dense de personnes qui se connaissent et se portent garantes (caution morale ou même solidaire) est un axe clair de développement d'une telle plateforme sur ces marchés où l'information est parfois manquante et où les relations de confiance entre individus permettent de combler cette lacune.

En ce qui concerne les contributions de personnes morales, leur adhésion à un GIE est légalement possible en droit OHADA (1). Elles pourraient donc participer directement au GIE, sans même avoir besoin d'adhérer au groupement car elles ne sont pas concernées par la réglementation sur l'épargne des particuliers.

Pour la collecte des fonds, l'idée est de permettre de les mutualiser au sein du GIE créé à l'occasion du projet de financement de la coopérative (il est donc nécessaire de créer un GIE par projet financé). L'objectif est double : permettre aux individus présents dans le groupement de choisir s'ils veulent ou non financer la PME, et leur faire porter le risque. Ainsi, le prêt est octroyé au sein de cette structure où les membres sont solidaires dans la limite de leur apport personnel : en cas de défaut de la coopérative, ce sont les membres du GIE qui supportent le risque. L'intérêt du GIE est de pouvoir autoriser le crédit entre ses membres. La mutualisation

des apports au sein de cette structure permet d'octroyer un prêt à l'un de ses membres, en l'occurrence la PME qui a été sélectionnée par les contributeurs.

### • L'utilisation du crédit pour le compte de tiers

Ce mécanisme présent en droit UEMOA mais peu connu permet à une entité de prêter à une entreprise à des conditions négociées entre les deux parties (montant, taux, échéance, etc.) et de passer par la banque qui se contente de formaliser le crédit. Cet outil permet également un désengagement total de la banque qui ne supporte plus le risque et a comme unique rôle de permettre le prêt.

Dès lors, on peut imaginer que la banque ne prélève qu'une commission à la source de l'ordre de 1–2% puis sorte totalement du processus. Il est clair que ce modèle offre l'immense avantage de connecter plus directement particuliers et coopératives, et donc de permettre aux premiers de porter le risque de défaut en acceptant notamment une rémunération supérieure aux produits d'épargne traditionnels.

Ce risque est cependant structurellement élevé dans un environnement ouest-africain complexe, en particulier pour les agriculteurs. C'est pourquoi il pourrait être intéressant de faire appel à un fonds de garantie, comme la Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina (SOFIGIB). La rémunération de celui-ci, de 1% des 85% de notre crédit qu'il garantit, permettrait d'assurer de toucher entre 30 et 50% du capital restant dû en cas de défaut de la coopérative pendant la phase de remboursement.

### 3) Le crowdlending comme alternatif au financement du secteur agricole

Dans cette sous-section, il faut préciser que notre offre de service ne sert pas à remplacer ni l'offre de service bancaire, ni celle des IMF, ni celle des ONG, associations ou projets de financement ou d'aide au secteur agricole burkinabè. Ce service vient donner une aide à caractère social à l'offre de financement de ce secteur regorgeant une forte proportion de personnes pauvres. En effet, le crowdfunding permet d'investir dans l'économie réelle en apportant des fonds à des porteurs de projets en mal de financement via une plateforme spécialisée.

Le crowdlending, en général, présente plusieurs avantages. Entre autres, il :

permet de libérer la personne de la dépendance des banques qui limitent souvent les prêts à ceux qui ont déjà fait leur preuve;

- va de pair avec une publicité de son activité. Ainsi les prêteurs seront les ambassadeurs de la société et ceci peut avoir un effet positif sur le rendement du marché
- > permet de garder le contrôle de sa société tout en ayant des ressources supplémentaires
- > permet de faire une étude de marché;
- > n'impose pas de garantie sinon très peu;
- peut, avec une bonne campagne de collecte, se montrer plus rapide que l'accès au crédit bancaire.

Ainsi, l'agriculture au Burkina Faso qui souffre globalement d'un manque de financement, de financement trop cher et de techniques archaïques biaisant la productivité peut trouver une porte de sortie par ce système de financement innovant.

Le modèle est intéressant pour le développement de ce secteur en ce sens qu'il mettra à disposition des agriculteurs plus de liquidités, permettra de les financer à coût faible et ce en étant librement accessible. De plus, ce système est adapté au cadre social, un cadre qui manque cruellement aux institutions qui financent de près ou de loin l'agriculture au Burkina Faso. Nous assistons de ce fait à une forte abstention de demande de crédit au système financier existant.

Notre système financier innovant et ayant séduit beaucoup d'agents à besoin de financement en Europe et aux Etats-Unis se voit être « en plein boom » en Afrique selon RFI<sup>13</sup>. En Afrique de l'ouest nous voyons les récentes naissances de plateforme de crowdfunding dont la première, Melacrowd, est né au Sénégal en juin 2014. A part cette première qui fut relativement un échec, nous pouvons noter de bonnes performances d'autres plateformes de la zone tels que Seekewa en Côte d'ivoire et Iroko Project au Sénégal. En bref, nous pouvons citer d'autres plateformes comme kisskissbankbank, WAALAM, kapital-plusplus, Afrikwity, etc. mais leur récente naissance ne nous permet pas de tabler déjà sur une réussite de leur part. Cependant, des blogs sur le sujet good morning crowdfunding énoncent une naissance difficile de la pratique en Afrique mais prometteur.

### III / Analyse de l'environnement et du marché

En vue de s'assurer de l'opportunité de la mise en place de ce projet, il s'agira dans cette partie de faire l'analyse de l'environnement du pays, l'analyse de la demande et celle des

.

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup>http://www.rfi.fr/hebdo/20151009-afrique-financement-participatif-plein-boom-crowdfunding

concurrents potentiels. Les conclusions de ces analyses serviront à déterminer les leviers qui nous permettront de prendre de l'avance sur ces derniers et de proposer une offre qui répond aux attentes des clients.

### 1) Analyse de l'environnement

L'analyse de l'environnement se fera selon le modèle PESTEL par lequel nous décrirons six (6) facteurs (politique, économique, social, technologique, écologique et légal) relatifs à l'environnement du Burkina Faso.

### a/ Environnement politique:

Le Burkina Faso jouit d'une stabilité politique depuis 1987, avec la « Rectification » de la révolution, qui a marqué son orientation vers des politiques économiques davantage axées sur le marché et sa réintégration au sein de la communauté internationale.

Le Burkina Faso aujourd'hui s'inscrit dans un contexte de transition politique après l'insurrection populaire d'octobre 2014. Cependant, le Burkina Faso a enregistré une bonne performance en matière de stabilité politique, de droits politiques et de liberté civile, bien audelà de la moyenne de l'Afrique de l'Ouest et de l'ensemble de l'Afrique. Toutefois, en 2011, la situation politique a connu une instabilité en raison du faible niveau de mouvements sociaux.

Le nouveau gouvernement de 2016 arrive avec des politiques encourageantes, surtout dans le secteur agricole démontrant leur intérêt au développement de ce secteur.

### b/ Contexte économique :

Le Burkina Faso est un pays enclavé d'Afrique subsaharienne à faible revenu. L'économie était fortement tributaire des exportations de coton et vulnérable aux chocs exogènes, mais depuis 2009-2010, le secteur minier a pris de l'ampleur sur le plan des exportations du Burkina Faso. Ces deux années sont marquées par des taux de croissance annuels moyens de 5,2 %. Le taux de croissance annuel a chuté de 5,2% en 2008 à 3,2% en 2009 du fait d'une série de chocs exogènes : choc climatique, crise énergétique, la fluctuation des prix des matières premières et la crise financière mondiale. L'économie s'est redressée en 2010 (taux de croissance de 7%) en raison d'une augmentation substantielle des exportations d'or (l'exploitation de six mines d'or a été lancée au cours des trois dernières années) combinée à une hausse des prix du métal sur les marchés internationaux. Le taux de pauvreté au Burkina

Faso est estimé à 43,9% et le pays occupe le 185<sup>ème</sup> rang sur 189 pays selon l'indice du développement humain (IDH) 2015 publié par le PNUD.

Les perspectives économiques en 2016 sont favorables avec une croissance de 5,0 %, contre 4,8 % en 2015, grâce au retour à des institutions démocratiques issues des élections de 2015 et à la reprise des activités de production dans le sous-secteur de l'extraction. Les pressions inflationnistes devraient rester modérées, autour de 2 % en 2016 et 2017, conséquence d'une bonne campagne agricole et des faibles cours du pétrole sur le marché international.

Les perspectives économiques restent subordonnées à la capacité des nouvelles autorités « démocratiquement » élues à promouvoir un environnement politique apaisé pour garantir la stabilité des institutions. Cependant, elle fait face à la baisse des cours de l'or et du coton et la montée des dépenses sécuritaires au cours du dernier trimestre de l'année<sup>14</sup>

### c/ Contexte social

La proportion des personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté a baissé au Burkina mais reste toujours à un niveau bas par rapport aux autres pays de la sous-région. En effet, les résultats de l'EMC sur les conditions de vie des ménages, réalisée en 2014, font ressortir un repli de l'incidence de la pauvreté au niveau national d'environ 6 points de pourcentage par rapport à 2009. En 2014, 40,1% de la population vivait en-dessous du seuil de pauvreté estimé à 154 061 FCFA, contre 46,7% en 2009, pour un seuil alors estimé à 108 454 FCFA.

Par ailleurs, la profondeur et la sévérité de la pauvreté monétaire ont baissé en passant respectivement de 15,1% et 6,7% à 9,7% et 3,3% entre 2009 et 2014. Le milieu urbain a été la principale source de recul de la pauvreté, ce qui signifie une accentuation des disparités entre le milieu rural et le milieu urbain. En effet, en milieu urbain, la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est passée de 25,2% à 13,6% tandis qu'en milieu rural, elle a baissé de 52,8% à 47,5%. Il ressort en outre de l'enquête EMC que 9 personnes vivantes en dessous du seuil de pauvreté sur 10 vivent en milieu rural. 15

Le dispositif sécuritaire en vue de faire face aux menaces djihadistes, reste cependant poreux, particulièrement après l'attaque terroriste de janvier 2016. Malgré la baisse du taux de pauvreté, passé de 46.7 % en 2009 à 40.1 % en 2014, la situation sociale reste préoccupante, notamment avec des inégalités marquées. La pauvreté apparaît ainsi comme une source de

<sup>15</sup> Le taux d'électrification en 2015 fourni par la SONABEL et les coopératives d'électricité est de 18,83% (DGESS/Ministère de l'énergie, des mines et des carrières)

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> Groupe de la Banque Africaine de Développement : Perspectives économiques du Burkina Faso

fragilité potentielle. En outre, le chômage et le sous-emploi des jeunes et des femmes en milieu urbain constituent une préoccupation de plus en plus grande.

### d/ Contexte technologique:

Le secteur des télécommunications a été ouvert à la concurrence en janvier 2006. L'ONATEL, l'opérateur historique a été privatisé et acquis à hauteur de 51 % par Maroc Telecom la même année. Dans le domaine de la téléphonie fixe, malgré la libéralisation du secteur, l'ONATEL reste le seul opérateur du pays.

Deux opérateurs de téléphonie mobile Airtel (récemment racheté par ORANGE qui devient ORANGE BURKINA) et Telecel se partagent le marché avec Telmob, le réseau mobile de l'ONATEL. A peu près 10 millions de personnes dans le parc d'abonnés mobiles en 2012 soit une croissance de 30% par rapport à 2011. <sup>16</sup>

De plus, on peut relever que Orange est très engagé dans les FINTECHS, ce qui représente un point pour la réalisation de notre projet qui s'appuiera sur les services mobiles aussi pour atteindre les investisseurs.

L'accès à internet reste encore un problème puisqu'une bonne partie du territoire n'est soit pas couverte ou est juste couverte par la 2G, pas assez rapide pour des transactions sur le net.

### e/ Contexte environnemental

La nécessité de définir une politique nationale en matière d'environnement est la manifestation de la volonté politique au plan national, de mieux définir et réguler les interactions entre l'environnement et les perspectives de développement durable et de lutte contre la pauvreté.

La définition d'une politique nationale en matière d'environnement, se justifie également au regard des différentes évolutions intervenues au niveau international et aux politiques et stratégies environnementales communes au plan régional et sous régional.

La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a adopté en décembre 2000, le Plan d'Action Régional de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau

-

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> Présidence du Faso, agence de promotion des investissements ; rubrique : « Technologie de l'Information et de la Communication »

(PAGIRE) et en 2005 la politique agricole de la CEDEAO (ECOWAP) et les accords de partenariat CEDEAO -Union Européenne. 17

### f/ Contexte juridique

On peut relever de nouvelles mesures législatives et règlementaires intéressantes.

En matière de création d'entreprise, nous avons la suppression de l'exigence de l'apport en fonds propres de 50 millions de FCFA pour les étrangers et la substitution du casier judiciaire par la « Déclaration sur l'honneur » dans la liste des pièces à fournir pour la création des entreprises.

En matière de protection des investisseurs, on note des accords internationaux, des lois et règlements burkinabé en constante évolution et des garanties sans distinction de nationalité.

Les investisseurs rencontrés soulignent tous le rythme très rapide des réformes qui ont été adoptées aux cours des dernières années pour améliorer le climat des affaires. La réforme fiscale est la plus fréquemment citée. 

18

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> Ministère de l'environnement et du cadre de vie du Burkina Faso : Politique Nationale en Matière d'Environnement, 2005

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) : Guide de l'investissement au Burkina Faso - Opportunités et conditions 2012

Tableau 1: Analyse PESTEL de l'environnement burkinabè

Eléments	Composantes	Opportunités	Menaces
Politique	Risque politique	Politiques encourageant les services fournis à	Menace terroriste
	Réformes	l'agriculture	Antécédents politique du
		Nombreux financement du secteur agricole	nouveau gouvernement
Economique	Taux d'inflation et d'intérêt	Taux d'inflation maîtrisé	Faible épargne
	Pouvoir d'achat	Taux d'intérêt des prêts bancaires élevé	Prédominance du secteur
	Politique économique et budgétaires	Croissance économique moyenne	informel
Social	Démographie	Population en forte croissance	Niveau d'éducation faible
	Niveaux d'éducation	Population jeune	Taux de chômage et de
	Lois sociales	Société civile active	pauvreté élevé
Technologique	Opérateurs du secteur	Présence de Orange s'investissant beaucoup dans le	Faible couverture de l'internet
	Intensité et création technologique	secteur des FINTECHS	
Environnemental	Responsabilité sociale	Entreprises moins pollueuses	Mauvais réseau routier
	Interconnexion avec les autres Etats	Présence de règlementation sur l'environnement	
Légal	Fiscalité	Lutte contre la corruption	SMIG faible
	Droit du travail	Impôts sur les sociétés plus bas que la moyenne de	Corruption élevé
		l'UEMOA	

Source : Nous même

### 2) Analyse de l'offre et de la demande

Nous allons à présent analyser l'offre et la demande relative à la réussite de notre service. L'offre est ici les épargnes de nos déposants que nous pouvons capter, et la demande est constituée des besoins de financement des agriculteurs dans son sens large pour l'amélioration de leur rendement.

### a/ L'offre

De l'insuffisance de données pour déterminer de façon précise l'offre de financement qu'il y a déjà sur le marché, nous avons pris une étude déjà faite par l'Institut Africaine en Gestion Urbaine (IAGU) sur vingt-sept 27 institutions financières dont 18,5% sont de banques ou institutions bancaires, 15% sont constituées des IMF de crédit direct, 33% sont des IMF mutualistes ou coopératives, 15% des ONG et 18,5% des projets et institutions étatiques. Les offres de crédit à l'agriculture en général sont assez faibles. La situation varie selon les structures de financement. Selon les données de l'enquête, dans l'importance de l'agriculture dans le portefeuille des IF varient selon le type. C'est ainsi que dans le portefeuille des banques ils représentent que 22%, 7% pour les IMF de crédit direct, 12% pour les IMF mutualistes ou coopératives, 1% pour les ONG et 6,5% pour les projets et institution étatiques.

Les activités agricole proprement dite ont du mal à trouver des financeurs. Dans les centres urbains, le nombre de clients agriculteurs et agricultrices est très infime par rapport aux provinces. En 2004, la caisse de Dapoya a financé seulement trois dossiers et en 2005, 2 dossiers ont été sélectionnés.

Ainsi, l'offre de crédit pour le secteur n'est pas aussi suffisante pour un développement adéquat du secteur.

### b/ La demande

La demande à notre niveau est relative au besoin de financement des agriculteurs pour leur permettre de se développer. Ceux-ci ont besoin d'investir et, faute de ressources propres suffisantes, ne parviennent pas à obtenir des services financiers adaptés. La demande de crédit des agriculteurs et faramineuse et faute d'offre suffisante de crédit ils sont souvent obligés de se contenter de crédit court terme. Donc la demande cible de notre projet et celle de moyen et long terme.

Par ailleurs, au Burkina Faso, il y a lieu de distinguer les besoins de financement des ménages agricoles, des entreprises agricoles et des jeunes agriculteurs.

### ⇒ Besoins de financement des ménages agricoles

Ils sont relatifs à:

- ➤ financement de l'équipement : pour l'intensification de la production (culture attelée, motopompe, petite mécanisation...), la commercialisation de la production (moyens de transport) ou le stockage (bâtiments) ;
- financement des infrastructures : magasins de stockage, puits, forages, aménagements hydro agricoles ;
- Financement des cultures pérennes nécessitant un investissement initial pour lesquels les premiers retours sur investissements ne sont espérés qu'après plusieurs années ;
- ➤ la (re)constitution de troupeaux, très critique dans les zones traditionnelles d'élevage dont l'appareil de production a été détruit par un choc climatique (sécheresses sahéliennes);
- aux besoins de transformation des produits ;
- > l'accès à la terre et sa sécurisation.

### ⇒ Besoin de financement des entreprises agricoles

Ils varient suivant leur forme. L'entreprise agricole existe sous trois formes au Burkina :

- ➤ l'entreprise d'agrobusiness : exploitations entrepreneuriales de grande taille (50- 100 ha), souvent mécanisées pour une production à grande échelle, leurs besoins de financement, hors de portée des institutions de microfinance, sont pris en charge par les banques ;
- ➤ les grandes exploitations agricoles familiales : souvent productrices de coton, leurs importants besoins portent en général sur le financement long terme de l'équipement de mécanisation nécessaire pour valoriser les grandes surfaces ;
- ➤ les entreprises agricoles d'élevage intensif : présentes en milieu péri urbain, leurs besoins de financement portent sur les fonds de roulement et les investissements.

### ⇒ Besoin de financement des jeunes agriculteurs

Au Burkina, la jeunesse (dont les moins de 30 ans représentent 60% de la population) constitue une problématique très importante. L'Etat a mis en place un certain nombre de fonds et d'outils gérés par le Ministère en charge de la jeunesse (FAIJ, FAFPA, FASI, FAPE) et opérationnalisés par les directions régionales du ministère pour procurer aux jeunes les moyens de débuter une activité économique viable. Mais, la triple influence de l'éclatement des grandes

familles agricoles traditionnelles, de la difficulté pour les jeunes de trouver un emploi en milieu urbain et des dynamiques de modernisation de l'agriculture familiale, fait de l'agriculture un métier et non plus un état. L'installation des jeunes agriculteurs devient un enjeu majeur à la fois pour le développement des agricultures familiales, mais aussi pour l'équilibre du monde rural et plus globalement de l'économie burkinabè confrontée à l'arrivée massive de cohortes de jeunes sur le marché du travail.

Les IMF ont déclaré que les jeunes étaient pour elles un sujet de préoccupation, certes, mais appréhendé globalement comme une composante des populations vulnérables ciblées par la microfinance. Peu de produits spécifiques ont été, à ce jour défini pour les jeunes en cours d'installation, et a fortiori pour les jeunes agriculteurs. Ceux-ci cumulent le double handicap d'être à la fois agriculteurs et jeunes, deux catégories éminemment risquées que la microfinance peine pour l'instant à aborder. 19

En somme, force est de constater qu'il est difficile de quantifier le besoin réel de financement de l'agriculture burkinabè pour qu'il se développe comme il se doit. Cependant, la réalité est qu'à peine 15% des besoins de crédits dans l'agriculture se sont vu assouvi par les systèmes déjà en place pour son financement. Il serait donc louable d'offrir d'autres services ayant pour but d'impacter positivement ces besoins non satisfaits et/ou qui ne se sont pas prononcé.

\_

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup> Document de projet : Appui au financement adapté à l'agriculture familiale (AgriFinance-Burkina)

### Chapitre 2: ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA PLATEFORME

Nous présenterons à présent notre plateforme. Nous allons décrire le projet, donner son organisation et son fonctionnement ainsi que la stratégie que nous utiliserons pour toucher les différents acteurs du projet.

### I / Description du projet :

Y-nvest est une plateforme de crowdlending spécialisée dans le financement par prêt au secteur agricole et pour tout projet ayant pour vocation de booster le secteur primaire du Burkina Faso.

Le financement que la plateforme permettra sera de moyen et court terme et donc variera d'un projet à l'autre. Concrètement, la plateforme récoltera des épargnes placées comme le dépôt à terme des institutions financières et l'utilisera pour financer les projets que chaque déposant aura choisi. Y-nvest Corporation sera donc l'intermédiaire entre le déposant et l'emprunteur qui est une coopérative.

Il ne sera pas limité à un pays, à une zone ou à certaines nationalités de sorte à maximiser les chances de recueillir la totalité des montants recherchés. Ce service sera alors ouvert aux expatriés burkinabè, pour cause d'études, de missions diplomatiques et professionnelles, et à tous ceux qui voudront placer leur argent. Cet offre de service prendra bien évidemment en compte les dispositions et règlements relatifs au crowdlending des pays où résident les déposants.

La particularité de notre plateforme est qu'elle se dirigera elle-même vers les apporteurs de projet et les aidera à rédiger un projet moderne au travers des Responsables de Projet afin d'ouvrir le service à tout le monde sans distinction de niveau scolaire ni social. Bien entendu, les acteurs ayant déjà leur projet pourront les présenter comme ils le désireront. Aussi, des formations sur des pratiques en adéquation avec l'objet du financement seront dispensés par des spécialistes. Par ailleurs, un suivi post-investissement sera fourni afin de réduire le risque de défaut.

Au Burkina et dans la région ouest africaine, le service sera intégré à des services mobiles tels que Orange Money et Wari et hors de la zone, il sera possible de participer au financement en ligne, par des moyens de paiement en ligne, une fois de plus respectant les règlements propres à chaque pays ou à chaque zone.

### 1) Origines et motivations du projet :

L'idée de ce projet a jailli en me renseignant sur la manière dont les agriculteurs finançaient leurs activités. Le constat est que ces acteurs de l'économie n'ont pas accès à des sources de financement adaptées à leurs activités. Les remboursements coïncident rarement avec la périodicité de leur revenue, des taux trop élevés rendant presqu'impossible le financement de leurs activités sauf pour les grands producteurs (souvent de coton) et les contraignant à pratiquer de l'agriculture de subsistance. De plus, la non confiance aux institutions financières en ce qui concerne l'attribution du prêt est un frein à l'émergence de l'économie burkinabè.

Ainsi, étant donné que les banques trouvent risquées le financement de ces acteurs à juste raison, nous avons eu l'idée de partager ce risque entre plusieurs investisseurs de sorte à limiter les effets négatifs que courent un seul financeurs (faillite, etc.).

Nous avons donc voulu proposer à toute personne qui voudra épargner de l'argent de le faire en finançant collectivement une cause sociale et économiquement plus rentable que les placements en banques puisque nous voulons proposer des taux d'intérêts compris entre 7% et 9% pour tous les montants. Ces taux auront vocation à les motiver à adhérer à l'idée et de sorte à rémunérer le risque associé au financement de cette activité.

### 2) Missions, vision, valeurs et objectifs du projet :

### a/ Missions:

Notre mission est de :

- ✓ fournir et faciliter l'accès au financement des agriculteurs ;
- ✓ créer une relation de confiance entre les agriculteurs et le système financier ;
- ✓ suivre ces agriculteurs dans l'utilisation de ses fonds
- ✓ rehausser l'image de l'agriculture au Burkina Faso et la perception de ce secteur par les populations ;
- ✓ améliorer l'intermédiation financière entre les agents à capacité de financement et les agriculteurs à besoin de financement.

### b/ Vision:

Y-nvest veut être le partenaire par excellence de tous les agriculteurs et toutes les personnes agissant sur le développement du secteur primaire du Burkina Faso. Nous voulons ensuite étendre notre activité au secteur primaire ouest africain puis à l'Afrique toute entière.

En outre, Y-nvest se veut aider au développement des pays en voie de développement de la meilleure des manières possibles.

### c/ Les valeurs :

Les valeurs mises en avant par la plateforme sont :

- ☆ sécurité des transactions ;
- ☆ satisfaction de la clientèle ;
- ☆ responsabilité et intégrité ;
- ☆ professionnalisme de l'offre de service ;
- modernisation du secteur agricole et financier du pays.

### d/ Objectifs de la plateforme :

Les objectifs principaux de la plateforme sont :

- > moderniser le secteur primaire du Burkina Faso;
- ➤ booster la contribution de ce secteur à l'économie du Burkina Faso ;
- idéaliser ce secteur aux yeux de la jeunesse pour lui assurer un lendemain meilleur.

Lorsque les objectifs du pays seront atteints, un élargissement à l'internationale sera enclenché.

### e/ Originalité du projet :

L'originalité du projet repose sur son business model à savoir le crowdlending. En effet, il permettra de financer les projets mis sur notre plateforme par une pluralité de micros prêts. Il se veut être plus accessible aux agriculteurs de par la légèreté des dossiers à fournir et de par le coût de l'emprunt.

Le projet reposant sur Internet, afin de réduire l'impact négatif du faible accès de la population burkinabè à Internet on prévoit l'intégrer a des services mobiles tels que Orange Money. Les prêts récoltés seront rémunérés à un meilleur taux que les taux de placement proposés par les banques du pays surtout pour les petits montants mais tout en étant moins cher pour les emprunteurs.

De plus, contrairement aux pratiques des autres plateformes de crowdfunding, où les porteurs de projet, eux-mêmes, viennent déposer leur projet sur la plateforme, Y-nvest ira vers les acteurs du secteur primaire pour des entretiens afin de rédiger pour eux des business plans qu'ils pourront utiliser ou modifier légèrement ultérieurement.

Il faut noter que ce genre de plateforme n'existe pas encore au Burkina Faso et de par son originalité (pour l'agriculture) est aussi la seule en Afrique de l'ouest.

### 3) Services proposés et clientèle visée

La plateforme se spécialisera dans le prêt participatif aux activités agricoles burkinabè donc se veut spécialiste du prêt dans le secteur agricole burkinabè. Les activités de la plateforme seront :

- ❖ l'élaboration de projets alléchants avec la supervision de l'agriculteur ;
- ❖ la mise en relation des porteurs de projets avec de potentiels investisseurs ;
- des micros formations aux agriculteurs des coopératives ;
- ❖ la publicité des produits et services mis sur notre plateforme ;
- un suivi post financement des emprunteurs.

### II / Organisation et fonctionnement de la plateforme :

Dans cette sous-section, il s'agira de présenter l'organisation ainsi que le fonctionnement de la société.

### 1) Forme juridique et structure du capital :

### a/ Forme juridique

La plateforme sera constituée sous la forme d'une Société Anonyme (SA). Cette forme juridique est celle qui, inspire plus la confiance des associés et des tiers. De plus, pour cette crédibilité recherchée, nous avons pour objectif une prise de participation de l'Etat dans la société (qu'est-ce qui prouve que l'Etat prendra). Ceci sera possible grâce au fonds Burkina Start-up<sup>20</sup> de 10 milliards sur 5 ans qu'il espère utiliser pour financer de jeunes pousses ; ce financement passe par une prise de participation dans la société ne pouvant excéder 10 millions de FCFA.

### b/ Structure du capital social :

Le capital social de la plateforme sera fixé à 30 000 000 F CFA divisés en 3 000 parts de nominal 10 000 F CFA. Ce capital sera ouvert à des personnes physiques et morales ayant

http://www.jeuneafrique.com/427693/economie/exclusif-burkina-faso-se-dote-dun-fonds-de-10-milliards-de-francs-cfa-financer-entrepreneurs/

une qualification dans un des domaines sollicités par la plateforme ou une expérience particulière en stratégie d'entreprise. Il sera également ouvert à l'Etat burkinabè afin d'avoir plus de crédibilité et bénéficier du fonds d'aide à la création de start-up initié par cet Etat. Entre autres, le capital social sera réparti comme suit :

- √ 20 000 000 soit 67% seront recherchés auprès d'un PRIVATE EQUITY, on a pensé
  à Sinergi Burkina, un capital-investisseur qui appartient au groupe
  INVESTISSEURS & PARTENAIRES à qui on proposera 20% de rentabilité d'ici
  la fin du projet et qui nous conseillera sur la gestion de la société;
- ✓ 1 000 000 soit 3% seront proposés à Orange Burkina afin de jouir plus facilement du service Orange Money;
- ✓ 1 000 000 soit 3% aussi sera proposé à l'Etat burkinabè en vue d'avoir plus de crédibilité auprès des investisseurs ;
- ✓ 8 000 000 soit 27% seront, enfin, rassemblés par moi, ma famille et quelques membres de la société.

### c/ Structure organisationnelle:

La société Y-nvest Corporation sera gérée comme suit :

### ⇒ Le Directeur Générale (DG) :

C'est le coordinateur principal du projet. Il représentera légalement la société. Son rôle principal est d'initier le projet, de coordonner les différentes activités du projet, de développer la plateforme, de lui trouver des partenaires et la mener au succès. A la phase de démarrage, il assurera la fonction de responsable des ressources humaines, administratif et financier afin de réduire les charges salariales. La stratégie globale sera donc définie par lui et sera supervisée par lui.

### $\Rightarrow$ Deux Responsables Projets (RP):

Cette responsabilité est l'une des plus importantes du projet car elle représente la principale innovation apportée par la société. En effet, la société ira vers les acteurs du secteur primaire et prospectera des porteurs de projet d'activités qui boostent le secteur via ces responsables. De plus, ils seront en charge d'élaborer de façon moderne des plans d'affaires pour les agriculteurs qui n'en ont pas la capacité, afin de présenter ceci aux potentiels prêteurs via la plateforme et potentiellement, seront rendus à ces cultivateurs, si le besoin de couvrir un gap de financement auprès de bailleurs de fonds plus classiques hors de la plateforme se fait ressentir.

Les fonds récoltés via la plateforme diminueront donc la dépendance de ces porteurs de projet à ces bailleurs et diminueront le risque sur chacun d'eux.

Ils sont enfin en charge d'aider les cultivateurs à gérer l'extension de leurs activités avec l'aide d'un expert du domaine. Du fait de la charge de travail, il est prévu pour le début de prendre 2 responsables.

### ⇒ Un développeur agricole :

Sa fonction est très importante pour ce projet car il est chargé d'instaurer les bonnes pratiques recommandées en école d'ingénierie agricole ou formations similaires et de faire de nouvelles recherches dans le domaine.

Il permettrait d'apporter de l'innovation dans le secteur primaire du pays.

### $\Rightarrow$ Un responsable marketing:

La société aura besoin d'un bon marketeur pour faire connaître la société, car c'est grâce à cela que nous réussirons à recueillir l'ensemble des fonds dont les apporteurs de projet auront besoin.

### $\Rightarrow$ Un responsable informatique :

Il aura la lourde charge de créer la plateforme, d'assurer son suivi et de la protéger contre d'éventuels pirates informatiques. Il s'assurera de limiter l'accès à la plateforme selon qu'on est membre financeur de projet ou apporteur de projet ou membre de la société (DG, responsable projet, responsable marketing, autres membres des GIE...).

### **⇒** Un responsable juridique

Il sera chargé d'élaborer les contrats avec les déposants et les apporteurs de projet et suivra les procédures contentieuses de l'entreprise et celles relatives au recouvrement des créances.

Il sera aussi chargé de suivre les relations dans le GIE pour être en adéquation avec la juridiction et devra créer le ou les GIE nécessaire. Il fera alors partie du conseil d'administration du GIE et conseillera ses membres.

### $\Rightarrow$ Une assistance de direction :

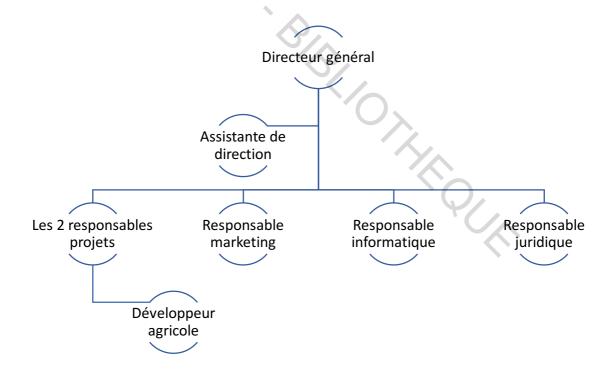
Charger d'aider le DG à faire la prospection de potentiels partenaires, de gérer son agenda, de préparer ses réunions et déplacements, de rédiger les comptes rendus de réunions, documents divers et de rencontres. L'assistant aura également en charge de relever les plaintes des partenaires (internes et externes) de l'entreprise et de relayer les différentes informations.

#### $\Rightarrow$ Deux chauffeurs:

Il aura la responsabilité de conduire les membres de la société partout où ils devront se rendre pour le bon fonctionnement de la société avec les véhicules de la société.

En somme, la plateforme démarrera avec un effectif de 10 personnes soit le DG, le responsable informatique, 2 gestionnaires de projet, 1 responsable marketing, 1 responsable juridique, 1 développeur agricole, une assistante de direction et deux chauffeurs. Il faut noter que par soucis financier et pour intéresser la plupart des employés, mis à part les chauffeurs, l'assistante de direction et le développeur agricole, les autres employés seront actionnaires de la société; leur salaire sera donc réduit pour les premières années. Durant les 5 premières années de l'entreprise, probablement à partir de la 4<sup>ème</sup> année, lorsque nos charges seront couvertes par nos produits, de jeunes finissants d'écoles supérieures seront pris pour compléter les effectifs, surtout au poste de Responsable Projet.

Tableau 2: Organigramme en grandes fonctions de Y-NVEST CORPORATION



Source: Nous même

#### 2) Fonctionnement de la plateforme :

Comme il a été dit plus tôt, la plateforme sera basée sur le modèle de crowdlending (prêt avec contrepartie). Elle s'appuiera sur le dernier modèle analysé par Iroko Project et décrit dans

la sous-section « Cadre règlementaire » du chapitre 1, en l'occurrence, la création de la GIE et l'utilisation crédit pour compte de tiers afin de financer les projets sélectionnés.

### a/ Rôle de la plateforme :

Au-delà de la sélection des dossiers de financement et de la formalisation des projets, la plateforme intervient à deux niveaux :

- > en amont du décaissement : elle accompagne :
  - o les agriculteurs à la mise en place d'un plan d'affaire intéressant ;
  - o les contributeurs dans la mise en place du GIE;
  - o s'occupe de simplifier les formalités administratives afin de ne pas alourdir le processus de prêt ;
  - o s'occupe d'étendre le groupe d'adhérents.
- > en aval du décaissement : elle gère :
  - o l'accompagnement et le suivi du prêt;
  - o fournit les informations nécessaires aux prêteurs pour pouvoir suivre le bon déroulement du remboursement.

Ce second modèle est effectivement plus en ligne avec l'objectif du crowdlending qui consiste à connecter le plus directement possible contributeurs et entreprises.

Outre ces rôles, la plateforme :

- ➤ mettra aussi à disposition des agriculteurs et de leur famille un enseignant qui leur donnera des formations de quelques semaines sur les bonnes pratiques et aussi les apprendre à utiliser les nouveaux matériels et intrants qu'ils acquerront avec les financements.
- ➤ les plans d'affaire seront montés par des gestionnaires de projet afin que le manque d'instruction ne soit pas un frein à l'accès au crédit;
- > une assistance que l'entreprise apportera aux cultivateurs pour les aider à bien gérer les fonds.

En gros, la société Y-nvest sera, au-delà d'un intermédiaire, comme un employé qui se fera rémunéré pour les prospections de clients (les emprunteurs), les services étant offerts aux emprunteurs pour accroître leur savoir-faire et les suivis post-investissement. Cette rémunération sera ponctuelle et annuelle. La rémunération sera possible grâce à de petites cotisations mensuelles des membres du GIE.

En outre, le Responsable juridique gérant en grande partie le GIE sera chargé d'écrire les statuts de celui-ci et de notifier un fonctionnement particulier du GIE ; il s'agira de petits

groupes dans le GIE qui seront solidairement responsables. Ces groupes seront formés de personnes voulant financer le même projet. Aussi, les membres pourront faire partie de plusieurs groupes.

#### 3) Procédure à suivre

Il s'agira de décrire le processus à suivre pour présenter un projet sur la plateforme afin de solliciter des lever des fonds via la plateforme Y-nvest.

#### a/ Pour l'investisseur

Pour devenir investisseur, il faut :

- être majeur et avoir le droit de réaliser des investissements en actions pour votre propre compte;
- posséder un compte soit dans la banque partenaire ou si elle fait partie d'un groupe dans une des banques du groupe, soit à Orange Money;
- remplir un questionnaire nous permettant de mieux vous connaitre ;
- lire et accepter nos conditions d'utilisation de la plateforme qui l'intègre immédiatement dans le GIE.

Sur notre plateforme de crowdlending, aucun frais n'est facturé aux investisseurs. Ils verseront uniquement le montant des prêts qu'ils souhaitent libérer. Ce montant devra être compris entre 50 000 et 2 000 000 en fonction qu'il soit une personne physique et entre 200 000 et 10 000 000 en fonction qu'il soit une personne morale.

#### b/ Pour le bénéficiaire

Pour obtenir un financement sur la plateforme Y-nvest, le client devra :

- > avoir un projet relatif au secteur agricole du Burkina;
- > faire partir d'une coopérative ;
- > envoyer son plan d'affaires à une adresse mail paramétré à cet effet ;
- après analyse, si le projet est jugé bon un résumé synthétique lui sera proposé pour approbation;
- ➤ avec approbation, il sera publié sur la plateforme et une invitation au financement sera envoyé aux investisseurs via le service Orange Money et par mail.

#### c/ Plan d'actions et chronogramme de démarrage

Pour le démarrage des activités de la plateforme, un certain nombre d'actions devront être mises en œuvre. Entre autres :

- ✓ création du site de la plateforme d'ici janvier 2018 : La structure du site devra être légère, principalement à cause de la faiblesse de la connexion du pays, devra être fonctionnelle et ergonomique. À tout moment le visiteur devra pouvoir être en mesure de se repérer dans le site ;
- ✓ création de la société d'ici décembre 2017 ;
- ✓ location d'un appartement/maison pour y loger la société en janvier 2018 ;
- ✓ achat de tous les matériels et mobiliers de bureau en janvier 2018 ;
- ✓ recrutement du personnel en décembre 2017 ;
- ✓ création du GIE par les membres de la société en attendant les adhérents en décembre 2017 ;
- ✓ mise en place des procédures en novembre 2017 : Il s'agira de rédiger les statuts, le règlement intérieur et de mettre en place les différentes procédures administratives de la plateforme. Egalement, il faudra définir la culture d'entreprise (l'image que la plateforme souhaiterait avoir auprès du public) ;
- ✓ élaboration du budget : Le budget de démarrage des activités sera élaboré dans la suite de ce document ;
- ✓ signature des contrats institutionnels et des contrats d'affaires d'ici mars 2018 : Il s'agira de rechercher et de signer des contrats d'affaires et des partenariats ;
- ✓ communication et la publicité à partir de janvier 2018 : Elle s'appuiera sur la stratégie marketing de masse telle que définie plus bas ;
- ✓ lancement /démarrage des activités : Après avoir menées toutes ces actions sauf la signature des contrats, nous procéderons au démarrage des activités de la plateforme.

### III / Stratégie marketing de la plateforme :

Définir une bonne stratégie marketing est la porte qui nous fournira un succès auprès de nos clients. Elle passe par la définition de nos produits, de la place (distribution) que nous comptons occuper, des prix que nous pratiquerons et par nos moyens de promotions de ces produits.

### 1) Evaluation et choix des segments :

Nous avons décidé de nous positionner, dans un premier temps, sur les agriculteurs déjà existants et les entreprises qui agissent positivement sur le secteur. Par la suite, seront touchés toutes les personnes voulant rentrer dans le secteur.

#### a/ Ciblage et positionnement stratégique

Pour se démarquer des moyens de financement déjà existants au Burkina Faso, la plateforme disposera des atouts suivants :

- disponibilité pour les agriculteurs ;
- > simplicité et rapidité ;
- > liens entre apporteur de fonds et de projet ;
- rentabilité plus élevé.

#### b/ Mix marketing:

Le mix marketing ou encore marketing opérationnel concerne l'ensemble des décisions relatives au produit, au prix, à la distribution et à la communication.

PUR

#### $\Rightarrow$ Produits

Les produits de la plateforme seront :

- des frais de dossier ;
- des formations aux agriculteurs ;
- des frais d'accompagnement ;
- les salaires reçus de la GIE.

Ils se démarquent par les formations que la société organise pour les agriculteurs. En effet, aucune institution financière ne s'occupe réellement de la formation de leurs emprunteurs.

#### $\Rightarrow$ Prix

La plateforme se rémunérera de ses prestations de la façon suivante :

Tableau 3 : Présentation des prix de nos produits et processus de recouvrement

Eléments	Prix	Processus de recouvrement
Frais de dossier	20 000	A la conclusion du contrat
Formation	30 000/personne pour 30 personnes la formation (MONTRER QU'ON PEUT AVOIR CES 30 PERSONNES)	Au début de la formation
Frais d'accompagnement	350 000	A l'atteinte de l'objectif
Commission	1% par projet financé	A la fin de la récolte

Source : Nous-même

#### $\Rightarrow$ Distribution

Les services seront fournis via :

- ☆ le site : le crowdlending se basant sur Internet, son site offrira beaucoup de service ;
- orange Money: fort de son utilisation en masses par la population, les mêmes services de la plateforme sinon la plupart seront fourni via un code USSD de Orange Money;
- tous les autres services seront fournis physiquement (formation et conseil).

#### $\Rightarrow$ Communication:

La communication quant-à-elle, se fera principalement à travers les réseaux sociaux tels que LinkedIn, Facebook, mais aussi via un blog. Nous élaborerons également des vidéos afin d'expliquer le fonctionnement de notre plateforme (et ainsi augmenter notre visibilité sur internet et donc le nombre d'utilisateurs).

Nous profiterons des événements comme les salons, forums et conférences sur l'emploi, l'entreprenariat, le financement pour présenter nos services. Notre présence constante à ces événements nous permettra de nous faire connaître dans le milieu et d'attirer de la clientèle. De même, plusieurs partenariats noués. Ces derniers permettront à la plateforme de gagner en visibilité, en notoriété et en vue de réduire certains besoins.

Par ailleurs, nous nous attèlerons à promouvoir le site auprès des écoles de formations, des universités reconnues et sur les chaînes télévisées et radios en langues nationales. Cela permettra à des gens connaissant des acteurs du secteur primaire de nous attirer vers eux, d'attirer vers nous de nouveaux clients et d'enseigner la pratique pour des lendemains meilleurs.

En outre, nous comptons également profiter du succès des premiers projets financés. Ces succès augmenteront grandement la crédibilité du service notamment en démontrant son fonctionnement et le respect des engagements pris à l'égard de nos membres dans nos conditions générales d'utilisation.

#### 2) Stratégie de développement et de fidélisation de la clientèle

Elle passera avant tout via le réseau qui sera mis en place avec le GIE. Elle contribuera à entretenir un lien fort « effet de loyauté ». Pour nous, la stratégie se résumera comme suit :

- ✓ informer autant que possible les apporteurs de fonds de l'avancé des projets ;
- ✓ initier un service après financement tant pour l'apporteur de fonds que pour l'apporteur de projet ;
- ✓ créer un forum où chacun mettra ses commentaires sur la plateforme et/ou sur le secteur primaire. Ceci permettra de créer un centre de réflexion sur les besoins du secteur et sur des améliorations de la plateforme ;
- ✓ mettre en place un système de newsletters par email et/ou sur les numéros de téléphones grâce à Orange Money pour informer des :
  - o nouveautés sur le site de la plateforme (ex : nouveau système de paiement mis en place, nouveau design...). Ces newsletters seront destinées à tous les inscrits de la plateforme ;
  - o nouveaux projets déposés sur le site. Ces newsletters seront destinées uniquement aux investisseurs ;
  - o nouveaux investisseurs sur le site. Ces informations seront uniquement pour les porteurs de projets ;
  - o nouveautés sur le secteur : nouvelle performance de l'année écoulée, difficultés observés, besoins restants pour un développement optimal du secteur, etc. Ceci se veut être formateur sur les réalités du pays quant au secteur.

Ensuite, avec des partenaires d'aide au développement il sera signé des contrats pour qu'ils prennent en charge pour le compte des agriculteurs, durant les 5 premières années au moins, les frais de formations et la moitié des frais d'accompagnement. En effet, bien que les services fournis sont intéressants il peut y avoir des barrières financières à nos offres de service. Pourtant des services tels que la formation aux agriculteurs est très importante pour le développement de l'agriculture du Burkina. L'autre moitié des frais d'accompagnement sera à la charge de l'agriculteur mais couper directement des revenus issus des récoltes.

De plus, afin de sécuriser un peu plus le retour sur investissement des apporteurs de fonds, il serait préférable d'accompagner les agriculteurs dans la gestion des fonds prêtés. Pour ce faire, nous avons pensé au Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

Ceci est possible car le FIDA forme les petits producteurs selon un article de l'organisme Mediaterre<sup>21</sup>.

Ce chapitre nous a permis de présenter la plateforme de Crowdlending à travers son mode d'organisation, son fonctionnement et la stratégie marketing que nous entendons mettre en place. Le chapitre suivant sera consacré à l'évaluation du coût du projet, de la rentabilité et des modalités de financement. Par ailleurs, nous aborderons les risques liés au projet.

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> http://www.mediaterre.org/afrique-centrale/actu,20161004150034.html

# Chapitre 3: EVALUATION, MODALITE DE FINANCEMENT, RENTABILITE ET RISQUES DU PROJET

Ce chapitre sera consacré à l'évaluation du coût, à l'étude de la rentabilité et à la présentation des modalités de financement du projet. Nous aborderons également les risques encourus dans le cadre de notre activité.

### I / Evaluation du coût du projet

Il s'agira de présenter le détail des investissements, les charges du personnel et les frais généraux, la détermination du besoin en fonds de roulement et le compte de résultat prévisionnel.

#### 1) Les immobilisations

Les immobilisations sont relatives :

- aux logiciels de gestion : il s'agira de se doter d'application qui permettront un bon suivi de notre activité ;
- ➢ les frais relatifs à la création de la société : à cet effet nous avons les frais d'enregistrement au RCCM, guichet CEFORE, etc. ainsi que les frais de notaire et d'ouverture de comptes en banque ;
- les matériels et mobiliers de bureau : nous achèterons des tables de bureau et une de réunion, des fauteuils de bureau, armoires pour les archivages et autres rangements, un mini réfrigérateur, etc. ;
- les matériels informatiques : il s'agira des ordinateurs de bureau et les autres appareils mécaniques tels que les projecteurs, un groupe électrogène, etc. ;
- des véhicules : capables de faire les différentes courses et d'aller en région.

Le total de nos immobilisations se chiffre à 16 787 270, en grande partie à cause des véhicules important pour notre offre de service.

Tableau 4 : Immobilisations de la société

Eléments	Prix
Logiciels de gestion	400 000
Frais d'ouverture de cpte	40 000
Fiche de renseignement	1 210
Abonnement eau	20 000
Electricité	108 560
Téléph + ADSL	50 000
Frais d'acte de dépôt	5 000
Frais d'annonce légale	10 000
Frais guichet CEFORE	20 000
Enregistrement RCCM	12 500
Frais d'adhésion au CGA	20 000
Frais de notaire	500 000
Matériels et mobilier de bureau	600 000
Matériels informatiques et mécaniques	3 000 000
Matériels de transport	12 000 000
Total	16 787 270

### 2) Autres éléments de l'investissement global

### a/ Charges de personnel

La société députera ses activités avec 10 personnels :

- > un Directeur Générale : ayant un salaire de 450 000 net par mois et aura des dividendes comme indemnités de fin d'année;
- deux responsables projet, un responsable marketing, un responsable juridique et un responsable informatique : ayant chacun 425 000 net par mois et aussi des parts de la société leur donnant droit à des dividendes ;
- > un développeur agricole : ayant 350 000 net par mois et des indemnités de fin d'année équivalant à un mois de salaire;

- une assistante de direction : ayant 150 000 net par mois et des indemnités en fin d'année équivalent à un mois de salaire ;
- ➤ deux chauffeurs : rémunéré à 60 000 chacun et un mois de salaire en plus comme indemnité.

Prenant en comptes des charges sociales aux frais de l'employeur à hauteur de 21,5% des salaires les charges salariales totales la première année s'élève à 43 600 275 et augmentera de 10% chaque année.

Tableau 5 : Rémunération des employés de Y-NVEST CORPORATION

Personnels	Nombre	Salaire mensuel brut	Indemnités de fin d'année brut	Niveau d'étude	Evolution années de	n sur les
Directeur Générale	1	546 750	Dividendes	Bac +5	2018	43 600 275
Responsables projet	2	516 375	Dividendes	Bac +5	2019	51 842 228
Responsable marketing	1	516 375	Dividendes	Bac +5	2020	57 026 450
Responsable juridique	1	516 375	Dividendes	Bac +5	2021	76 871 695
Responsable informatique	1	516 375	Dividendes	Bac +5	2022	84 558 865
Développeur agricole	1	425 250	425250	Bac +5		
Assistante de direction	1	182 250	182250	Bac +2		
Chauffeur	2	72 900	72900	Permis catégorie C		
Total	10	3 881 925				

Source: Nous-mêmes

### b/ Les frais généraux

Les frais généraux regroupent les charges administratives et commerciales des entreprises. Ceux relatifs à notre entreprise sont :

- > un loyer de 100 000 le mois;
- des charges d'électricité de 200 000 par mois ;
- des charges d'eau mensuelles de 8 000 ;
- ➤ des charges relatives au facture de téléphone et de l'Internet de 150 000 le mois ;

- ➤ des frais d'entretien et de carburant de 500 000 pour les véhicules et le groupe électrogène ;
- des frais de publicité de 2 400 000 par an pour faire connaître la société ;
- ➤ des fournitures de bureau de 300 000 par an et augmentant de 1% chaque année ;
- des allocations annuelles de 500 000 pour créer notre plateforme sous marque blanche ;
- ➢ des frais de garantie : ces frais serviront à donner la prime nécessaire de 1% des 85% garantit par la SOFIGIB. Ainsi, avec une moyenne de 30 000 000 à récolter par projet, les garanties par projet s'élèveront à 30 000 000 \* 0,85 \* 0,01 = 255 000 ;
- ➤ frais des formateurs : ils seront payés 80 000 par formation et augmentera de 10 000 chaque année ;
- > frais de sécurité : 40 000 par mois

Tableau 6 : Frais généraux de la société

	<b>Y</b>				
Frais généraux	2018	2019	2020	2021	2022
Loyer	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000
Electricité	2 400 000	2 448 000	2 496 960	2 546 899	2 597 837
Eau	96 000	96 000	96 000	96 000	96 000
Téléphone et ADSL	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
Carburant et entretien	6 000 000	6 600 000	7 260 000	7 986 000	8 784 600
Publicités	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000
Fournitures de bureau	300 000	303 000	306 030	309 090	312 181
Dépenses relatives à la	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
possession de plateforme					
sous marques blanches					
Frais de garantie	12 240 000	18 360 000	24 480 000	36 720 000	42 840 000
Frais des formateurs	3 840 000	6 480 000	9 600 000	15 840 000	20 160 000
Sécurité	480 000	480 000	480 000	480 000	480 000
Total	31 256 000	40 667 000	50 618 990	69 877 990	81 170 618

### c/ Chiffre d'affaires prévisionnel

La première année du projet, on prévoit financer 48 projets, à raison de 2 projets par responsable projet et par mois compte tenue de nos effectifs pas assez élevés. Ce nombre par responsable augmente d'une unité chaque mois par année.

Tableau 7 : Nombre prévisionnel de projets par année

Services	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de projets à financer	48	72	96	144	168

Source: Nous-mêmes

Avec ce nombre de projet en prévision, nous parvenons à un chiffre d'affaires de 58 560 000 la première année grâce à nos frais de dossier reçu à la conclusion du contrat, les formations facturés 30 000 par personne et étant enseignées à 30 personnes minimum, les frais d'accompagnement de 350 000 et le salaire reçu de la GIE et augmentant chaque année.

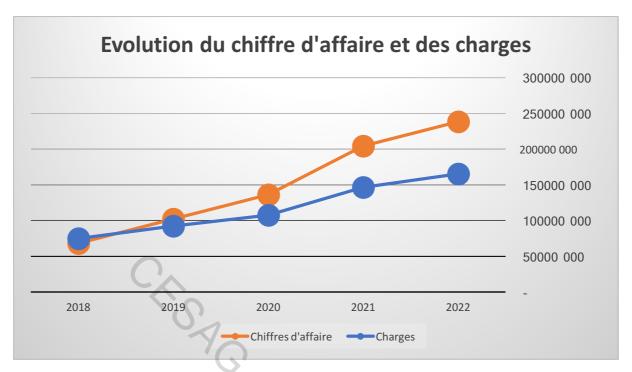
Tableau 8 : Chiffre d'affaires prévisionnel

Services	2018	2019	2020	2021	2022
Frais de dossiers	960 000	1 440 000	1 920 000	2 880 000	3 360 000
Formation aux	43 200 000	64 800 000	86 400 000	129 600 000	151 200 000
agriculteurs					
Frais	16 800 000	25 200 000	33 600 000	50 400 000	58 800 000
d'accompagnement					
Commission	7 200 000	10 800 000	14 400 000	21 600 000	25 200 000
Total					
	68 160 000	102 240 000	136 320 000	204 480 000	238 560 000

Source: Nous-mêmes

Sur les 5 années les charges totales prévisionnelles regroupant les frais généraux et les salaires et les chiffres d'affaires prévisionnels évoluent. Cependant, à partir de la deuxième année du projet, le chiffre d'affaires commence à couvrir la totalité des charges offrant des ressources à la société. Le résumé de cette évolution apparaît sur la courbe ci-après.

Figure 1 : Evolution annuelle du chiffre d'affaire



Source: Nous-mêmes

#### Plan de trésorerie

Le plan de trésorerie nous permet d'avoir une vue synthétique de l'ensemble de nos encaissements et de nos décaissements afin de déduire nos besoins de trésorerie.

Il fait ressortir des décalages entre les entrées et les sortir d'argent à savoir :

- ➤ le loyer, l'électricité, l'eau, les frais téléphoniques et liés à la sécurité qui sont payés après avoir consommé, soit 30 jours de délais fournisseur ;
- ➤ la formation aux agriculteurs qui est rémunéré avec 30 jours comme délais client pendant que la rémunération du formateur, à nos charges qui est payé au comptant ;
- ➤ les frais d'accompagnement qui sont payés avec un délais client de 60 jours pendant que les frais de garantie sont au comptant.
- ➤ les commissions : en se donnant un délai de 2 mois pour récolter le financement souhaité, en considérant 4 projets à financer par mois et une commission par projet de 1%, nous arrivons aux chiffres contenus dans notre plan de trésorerie

Tableau 9 : Plan de trésorerie

									Septembr		Novembr	Décembr
Eléments	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	е	Octobre	е	е
Loyer		100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Electricité		200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
Eau		8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000
Téléphone et ADSL		150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
Carburant et entretien	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
Publicités	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
Fournitures de bureau	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
Dépenses relatives à la possession de plateforme sous marques blanches	500 000				0							
Frais de garantie			1 020 000	1 020 000	1 020 000	1 020 000	1 020 000	1 020 000	1 020 000	1 020 000	1 020 000	1 020 000
Frais des formateurs	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000
Sécurité		40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Charges de personnels		3 881 925	3 881 925	3 881 925	3 881 925	3 881 925	3 881 925	3 881 925	3 881 925	3 881 925	3 881 925	4 635 225
Total décaissements	1 545 000	5 424 925	6 444 925	6 444 925	6 444 925	6 444 925	6 444 925	6 444 925	6 444 925	6 444 925	6 444 925	7 198 225
Frais de dossiers	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000
Formation aux agriculteurs		3 600 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000
Frais d'accompagnement			1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000
Commission			600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000
Total encaissements	80 000	3 680 000	5 680 000	5 680 000	5 680 000	5 680 000	5 680 000	5 680 000	5 680 000	5 680 000	5 680 000	5 680 000

Source : Nous-mêmes

#### d/ Détermination du besoin en fonds de roulement (BFR)

Tableau 10 : Tableau prévisionnel des actifs de la société sur les 5 années

Actif	2018	2019	2020	2021	2022
Frais	787 270	787 270	787 270	787 270	787 270
d'établissement					
Logiciel de	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000
gestion					
Immobilisation	1 187 270	1 187 270	1 187 270	1 187 270	1 187 270
incorporelle					
Matériel et	3 600 000	2 880 000	2 160 000	1 440 000	720 000
mobilier					
Matériel de	12 000 000	9 600 000	7 200 000	4 800 000	2 400 000
transport					
Immobilisation	15 600 000	12 480 000	9 360 000	6 240 000	3 120 000
corporelle		`\!\			
Total	16 787 270	13 667 270	10 547 270	7 427 270	4 307 270
immobilisation					
Travaux en	1 020 000	1 530 000	2 040 000	2 550 000	3 060 000
cours					
Créances	1 400 000	2 333 333	4 083 333	6 805 556	12 638 889
clients				10.	
Total actif	2 420 000	3 863 333	6 123 333	9 355 556	15 698 889
circulant				<	
Disponibilités	8 242 255	23 713 482	36 875 606	54 054 409	60 938 807
	27 449 525	41 244 086	53 546 209	70 837 234	80 944 966

Source: Nous-mêmes

Les travaux en cours correspondent aux charges entamées et nécessaires pour la fourniture d'un de nos services.

Les créances clients sont les services fournis mais non encore payés.

Tableau 11 : Tableau prévisionnel du passif de la société sur les 5 années

Passif	2018	2019	2020	2021	2022
Capital social	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000
Résultat net	-12 870 475	598 473	10 834 278	25 276 649	33 579 221
Réserve légale	-	105 613	1 911 931	4 460 585	5 925 745
<b>Total Fonds Propre</b>	27 129 525	40 704 086	52 746 209	69 737 234	79 504 966
<b>Dettes fournisseurs</b>	320 000	540 000	800 000	1 100 000	1 440 000
Découvert	-	-	-	-	-
	27 449 525	41 244 086	53 546 209	70 837 234	80 944 966

Source : Nous-mêmes

Ceci fait ressortir un besoin en fonds de roulement la première année de 2 100 000.

Tableau 12 : Tableau du FR, BFR et de la trésorerie nette

Année	2018	2019	2020	2021	2022
Fonds de roulement	342 255	17 036 816	32 198 939	52 309 964	65 197 696
(FR)			/_		
Besoin en Fonds de	2 100 000	3 323 333	5 323 333	8 255 556	14 258 889
roulement			1/2.		
Trésorerie net	-1 757 745	13 713 482	26 875 606	44 054 409	50 938 807

Source : Nous-mêmes

### e/ Compte de résultat prévisionnel

L'analyse du compte de résultat prévisionnel de Y-NVEST montre qu'elle réalise un résultat négatif la première année pour cause des frais de gestion et des salaires qui sont élevés par rapport aux ressources de l'année. Cependant à partir de la deuxième ce résultat passe légèrement au vert mais ne fait que croître.

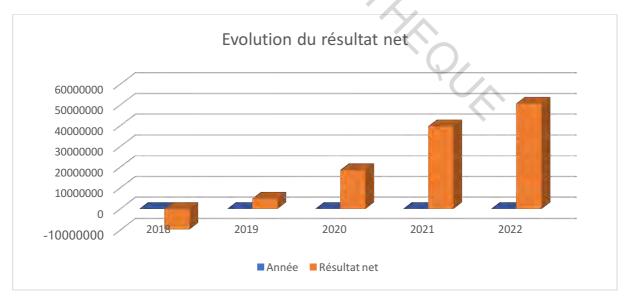
Tableau 13 : Compte de résultat prévisionnel du projet

Année	2018	2019	2020	2021	2022
Chiffres d'affaires	68 160 000	102 240 000	136 320 000	204 480 000	238 560 000
Frais généraux	31 256 000	40 667 000	50 618 990	69 877 990	81 170 618
Valeur ajoutée	36 904 000	61 573 000	85 701 010	134 602 011	157 389 382
Charges de personnel	43 454 475	51 681 848	56 850 032	76 677 635	84 345 399
Excédent brute					
d'exploitation	-6 550 475	9 891 152	28 850 978	57 924 375	73 043 983
Dotation aux					
amortissements	3 120 000	3 120 000	3 120 000	3 120 000	3 120 000
Résultat avant impôt	-9 670 475	6 771 152	25 730 978	54 804 375	69 923 983
Impôt	<b>4</b> -	1 862 067	7 076 019	15 071 203	19 229 095
Résultat net	-9 670 475	4 909 086	18 654 959	39 733 172	50 694 887

Source : Nous-mêmes

Le graphique suivant nous permet de suivre son évolution dans le temps.

Figure 2 : Evolution du résultat net sur les 5 années



Source: Nous-même

#### II / Modalité de financement et analyse de la rentabilité

### 1) Plan de financement du projet

Pour démarrer les activités de la société et faire face aux charges y afférents, la société à un besoin total de vingt-huit millions six-cent trente-sept mille sept-cent quarante-cinq (28 637 745). Ce montant nous permettra de faire face à notre besoin en fonds de roulement, de financer nos immobilisations et les pertes de début du projet le temps de dégager des ressources de notre activité.

Tableau 14 : Tableau de détermination de l'investissement global

Investissement global	25 437 745
Immobilisations	16 787 270
BFR	2 100 000
Pertes constatées	6 550 475

Source : Nous-mêmes

#### 2) Structure de financement

Le projet sera financé par :

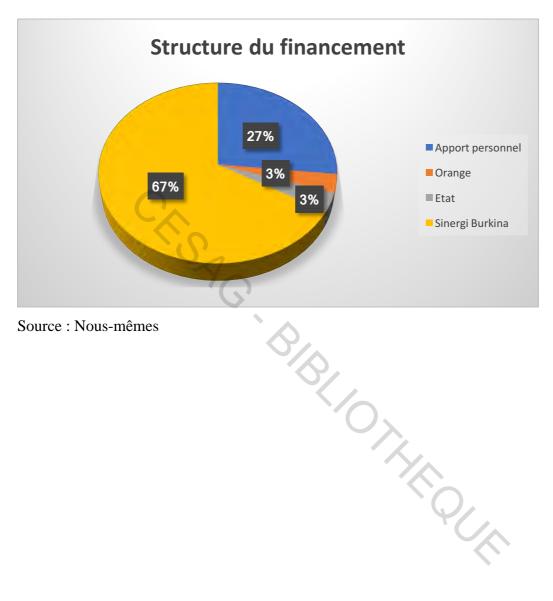
- un apport personnel de 8 000 000 correspondant à 27% du financement total et rémunéré à 5% :
- > une participation de Sinergi Burkina de 20 000 000 correspondant à 67% du financement et rémunéré à 20% ;
- ➤ une participation de Orange Burkina et l'Etat de chacune 1 000 000 représentant pour chacun 3% de l'investissement global et rémunéré chacun à 10%.

Tableau 15 : Structure du financement

Eléments	Montant
Apport personnel	8 000 000
Orange	1 000 000
Etat	1 000 000
Sinergi Burkina	20 000 000
Total (ou CMP)	30 000 000

Source : Nous-mêmes

Figure 3 : Structure de financement



Source: Nous-mêmes

### 3) Rentabilité du projet

Tableau 16 : Calcul de la rentabilité du projet

Eléments	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Eléments	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Investissement	25 437 745					
Résultat		-9 670 475	4 909 086	18 654 959	39 733 172	50 694 887
Réintégration des						
amortissements		3 120 000	3 120 000	3 120 000	3 120 000	3 120 000
Variation du BFR			1 223 333	2 000 000	2 932 222	6 003 333
Flux nets de	7.					
trésorerie	-25 437 745	-6 550 475	6 805 752	19 774 959	39 920 950	47 811 554
	,0,~					
Flux actualisés	-25 437 745	-5 679 603	5 116 423	12 889 945	22 562 202	23 429 264
VAN	32 880 486					
TRI	39,80%	^ ^				
IP	2,2926	0/^				
	3ans 6 mois 29	<b>(0)</b>				
DRCI	jours					

Source : Nous-mêmes

La valeur actuelle nette du projet sur les 5 ans est positive et est de 32 880 486. Ceci est une preuve que le projet est rentable et peux subvenir à ses besoins si l'investissement prévu est réalisé.

De plus, le taux de rentabilité interne de 39,8% est largement supérieur au coût moyen pondéré de notre projet.

Par ailleurs, l'indice de profitabilité de 2,2926 démontre que pour chaque franc investit, on gagne 1,2926 franc.

Enfin, le capital investit sera totalement récupéré après 3 années, 6 mois et 29 jours d'activité.

### III / Risques liés au projet et solutions proposées

Les risques liés à notre projet, pouvant empêcher la réalisation de ce dernier sont de plusieurs types. Présentons quelques-uns.

#### 1) Manque de confiance

Ce sont des risques critiques à la réalisation de notre projet. En effet, notre projet a besoin de l'épargne de toutes les personnes à capacité de financement, aussi modique qu'elle soit, ayant envie de soutenir une activité se situant dans notre champ d'application et pouvant placé une partie de cette épargne pendant une période donnée. Cependant, pour se faire, les déposants ont besoin d'avoir confiance à la structure qui gère ces fonds.

Afin de donner plus de confiance aux déposants, nous avons pour objectif d'avoir l'Etat dans notre actionnariat. De plus, la présence de grande société comme Sinergi Burkina ou Orange dans cet actionnariat leur donnera confiance quant à la gestion qui y sera pratiqué.

#### 2) Communication insuffisante

Avant tout, pour qu'on puisse avoir beaucoup de déposants, nous devons capter de la meilleure des manières leur attention. Pour cela, nous avons besoin de communiquer énormément sur nos services et notre actionnariat pour plus intéresser les potentiels déposants.

Aussi, nous devons les touchés de toutes les manières possibles car leurs activités diffèrent, leurs centres d'intérêt diffèrent mais surtout les langues diffèrent énormément. Ainsi, nous devons diversifier nos canaux de communication.

Ceci demande malheureusement de grosses dépenses publicitaires. Pour réduire ce dernier, nous avons pensé à utiliser énormément les réseaux sociaux pour nourrir le « bouche à oreille » et à négocier des publicités par des célébrités et à certaines enseignes du pays et de la sous-région, pas tout à fait gratuite car la récompense adviendra si ces derniers ont un besoin de financement.

#### 3) Risques de taux de défaut

Les taux de défaut du crowdfunding se révèlent pour l'heure supérieurs aux anticipations. Ainsi il faudra suivre du mieux que possible les emprunteurs afin d'éradiquer ces défauts.

### 4) Des fonds peu pérennes

L'expérience des autres plateformes de crowdfunding a montré qu'avoir à sa disposition une quantité suffisante de fonds à placer n'est pas évidente. Pour assurer ceci, nous sommes dans le devoir de diversifier les intérêts que chacun verra en introduisant la GIE. Au-delà de

l'intérêt financier, on peut développer une culture de famille dans cette GIE, et qui aura l'avantage de permettre l'interaction entre de grandes personnalités du pays et de la sous-région entre eux et avec d'autres personnes un peu plus modestes.

#### 5) Risque de sécurité

L'attaque de cybercriminel n'est pas à occulter. Ce principe d'activité reposant sur la toile, ouvre des portes à de potentiels criminels en ligne. Ainsi, le défis sera de lutter contre ces risques.

Au terme de ce chapitre, nous avons estimé le coût de notre projet à 28 637 745. Il sera financé par un apport personnel de 8 millions, la participation du capital-investisseur Sinergi Burkina à hauteur de 20 millions, d'Orange Burkina et de l'Etat à concurrence de 1 million chacun.

La rentabilité de ce projet est estimé à plus de 32 million en valeur actuelle nette avec un taux de rentabilité interne de et un délais de récupération des capitaux investit de 40%.

#### Conclusion

En définitive, le secteur agricole burkinabè, bien qu'ayant reçu des acclamations ces dernières années restent encore à améliorer. De la sous exploitation des terres arables à l'utilisation de méthodes archaïques et d'intrants inadaptés, ce secteur à encore d'énormes progrès à faire et ceci devra passer principalement par un financement massif et adapté.

La crowdlending, la solution retenue pour apporter un coup de main au financement du secteur s'avère être très intéressant mais surtout insuffisant en elle-même. En effet, le financement anarchique n'est pas la solution à ce secteur en grande partie informel et très fermé sur les informations recueillies. Une formation aux agriculteurs doit être de mise et un suivi post-investissement est vital à l'atteinte de notre objet sociale et pour se démarquer des autres structures qui les financent.

La solution s'avère rentable pour les investisseurs au projet mais n'est pas exempt de risques.

### **Bibliographie**

#### **OUVRAGES**

- Changements techniques et dynamique d'innovation agricole en Afrique Sahélienne : le cas du Zaï mécanisé au Burkina Faso et de l'introduction d'une cactée en Ethiopie
- ➤ Guide pratique pour financer son entreprise : Aides et subventions Business angel Capital risque Crowdfunding Financement bancaire Prêts d'honneur Prêts participatif Ed. 1 ; Tariant, Jean-Marc ; Eyrolles ; 2015
- Le financement participatif : Un nouvel outil pour les entreprises Ed. 1 ; Bès, Béryl, Poissonnier, Arnaud ; Eyrolles ; 2016
- Les techniques économiques de la croissance agricole, Alain MOUNIER, 1992, 422 p
- ➤ La grande transformation de l'agriculture, lectures conventionnalistes et relationnistes, Gilles ALLAIRE, Robert BOYER
- Zakaria Sorgho, L'économie agricole du Burkina Faso : un potentiel de développement,
   Éd. Baudelaire, Lyon, 2010, 320 p

### RAPPORT, PROJET PROFESSIONNEL, PERIODIQUES

- ➤ Création d'une plateforme de crowdfunding pour le financement des projets innovants en Côte d'Ivoire : « Gold Seed Equity Crowdfunding », LOUGBO Ange Marie Grâce, MBF Promotion 15 (2015 2016)
- Mise en place d'un fonds de garantie dédié au financement du secteur agricole en côte d'ivoire, DAMOU Kouabenan Landry Christian, MBF 14, CESAG
- ➤ Une alternative des financements des jeunes entrepreneurs de l'UEMOA : le crowdfunding, GAGLOZOUN Kokou Augustin, MBF 2013-2014
- ➤ Etude de cas sur le financement des agriculteurs et agricultrices urbains de Ouagadougou (BURKINA FASO) : Institut Africaine de Gestion Urbaine IAGU
- ➤ Etats des lieux de l'accès au crédit en milieu rural au Burkina Faso et perspectives, Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques, de l'assainissement et de la sécurité alimentaire
- Acte uniforme portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises
- ➤ Financement agricole : Un puissant outil de contribution à la sécurité alimentaire des populations

- ➤ Le financement agricole offert par les institutions de microfinance : facteurs de succès
- Document Stratégie Pays : Burkina Faso, 2015, Banque Africaine de développement, BAD
- > Perspectives économiques en Afrique 2016, villes durables et transformation structurelle

#### WEBOGRAPHIE

- > BCEAO, http://www.bceao.int.
- > DELOITTE (2013), let's get together: crowdfunding portals bring in the bucks, <a href="https://www2.deloitte.com">https://www2.deloitte.com</a>.

### Hypothèse 1 : L'investissement augmente de 15%

Eléments	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Investissement	29 253 407					
Résultat		-9 670 475	4 909 086	18 654 959	39 733 172	50 694 887
Réintégration des amortissements		3 120 000	3 120 000	3 120 000	3 120 000	3 120 000
Variation du BFR		-	1 223 333	2 000 000	2 932 222	6 003 333
Flux nets de trésorerie	- 29 253 407	-6 550 475	6 805 752	19 774 959	39 920 950	47 811 554
Flux actualisés	- 29 253 407	-5 679 603	5 116 423	12 889 945	22 562 202	23 429 264
Flux actualisés cumulés	29 253 407	34 933 009	- 29 816 586	- 16 926 642	5 635 561	29 064 824
VAN	29 064 824	12%				
TRI	35,37%		$O_{\lambda}$			
IP	1,9936					

L'investissement dépend des immobilisations, du BFR et des écarts négatifs de trésorerie.

Lorsqu'il augmente de 15%, la VAN diminue de 12%. Ceci veut dire que notre projet dépend beaucoup de l'investissement initial.

Cet évènement peut arriver :

- > si le BFR augmente c'est-à-dire que nos actifs circulants augmentent énormément ;
- > si les écarts de trésorerie augmentent à cause d'une baisse du chiffre d'affaire.

Nous devons donc veiller à garder le même niveau d'activité et de maîtriser nos délais de recouvrement.

### Hypothèses 2 : Les frais généraux augmentent de 5%

Eléments	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Investissement	25 437 745					
Résultat		- 11 233 275	3 434 907	16 820 020	37 200 095	47 752 452
Réintégration des amortissements		3 120 000	3 120 000	3 120 000	3 120 000	-
Variation du BFR		-	1 223 333	2 000 000	2 932 222	6 003 333
Flux nets de	·					
trésorerie	25 437 745	-8 113 275	5 331 573	17 940 020	37 387 873	41 749 119
Flux actualisés	- 25 437 745	-7 034 632	4 008 166	11 693 874	21 130 578	20 458 467
Flux actualisés	-	٠ , -	-	-		
cumulés	25 437 745	32 472 377	28 464 210	16 770 337	4 360 241	24 818 709
VAN	24 818 709	25%				
TRI	34,22%		0			
IP	1,9757					

Les frais généraux regroupent les charges d'exploitation sans les salaires. Quand ceuxci augmentent de 5% la VAN chute de 25%. Nous devons alors bien maîtriser ces charges.

### **TABBLE DES MATIERES**

Chapitre 1: ANALYSE DE L'OPPORTUNITE DE LA CREATION D'UNE PLATEFORME DE CROWDLENDING POUR LE SECTEUR PRIMAIRE DANS L'UEMOA 11

I / Présentation du secteur agricole et problématiques de financement de ce secteur	11
1) Le secteur agricole	
a/ Le coton	
b/ Le sésame	12
c/ Les céréales	
d/ L'élevage	12
2) Diagnostic du financement de l'agriculture au Burkina Faso	13
a/ Les banques	13
b/ Les institutions de microfinance (IMF)	14
c/ Les organisations non gouvernementales (ONG)	15
d/ Les projets de développement	15
II / Le Crowdlending comme solution au développement du secteur primaire	16
1) Présentation du crowdlending	16
2) Cadre juridique du crowdlending	18
a/ Les contraintes	18
b/ Les différentes pistes de solutions aux obstacles	
⇒ Le bon de caisse	19
⇒ Le titre de créance négociable	20
⇒ La combinaison de deux facteurs	
Création d'un GIE	20
L'utilisation du crédit pour le compte de tiers	21
3) Le crowdlending comme alternatif au financement du secteur agricole	
III / Analyse de l'environnement et du marché	
Analyse de l'environnement  1) Analyse de l'environnement	
a/ Environnement politique :	

b/ Contexte économique :	23
c/ Contexte social	24
d/ Contexte technologique :	25
e/ Contexte environnemental	25
f/ Contexte juridique	26
2) Analyse de l'offre et de la demande	28
a/ L'offre	28
b/ La demande	28
⇒ Besoins de financement des ménages agricoles	29
⇒ Besoin de financement des entreprises agricoles	29
⇒ Besoin de financement des jeunes agriculteurs	29
Chapitre 2 : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA PLATEFORME	31
I / Description du projet :	
1) Origines et motivations du projet :	
2) Missions, vision, valeurs et objectifs du projet :	
a/ Missions :	32
b/ Vision:	32
c/ Les valeurs :	33
d/ Objectifs de la plateforme :	33
e/ Originalité du projet :	33
3) Services proposés et clientèle visée	
II / Organisation et fonctionnement de la plateforme :	34
1) Forme juridique et structure du capital :	34
a/ Forme juridique	34
b/ Structure du capital social :	34
c/ Structure organisationnelle :	35
⇒ Le Directeur Générale (DG) :	35
⇒ Deux Responsables Projets (RP) :	35
⇒ Un développeur agricole :	36
⇒ Un responsable marketing :	36

⇒ Un responsable informatique :	36
⇒ Un responsable juridique	36
⇒ Une assistance de direction :	36
⇒ Deux chauffeurs :	37
2) Fonctionnement de la plateforme :	37
a/ Rôle de la plateforme :	38
3) Procédure à suivre	39
a/ Pour l'investisseur	39
b/ Pour le bénéficiaire	39
c/ Plan d'actions et chronogramme de démarrage	40
III / Stratégie marketing de la plateforme :	41
1) Evaluation et choix des segments :	41
a/ Ciblage et positionnement stratégique	41
b/ Mix marketing :	41
⇒ Produits	
⇒ Prix	41
⇒ Distribution	42
⇒ Communication :	42
2) Stratégie de développement et de fidélisation de la clientèle	43
Chapitre 3: EVALUATION, MODALITE DE FINANCEMENT, RENTABILI	TE ET
RISQUES DU PROJET	45
I / Evaluation du coût du projet	
1) Les immobilisations	
2) Autres éléments de l'investissement global	
a/ Charges de personnel	46
b/ Les frais généraux	47
c/ Chiffre d'affaire prévisionnel	49
d/ Détermination du besoin en fonds de roulement (BFR)	52
e/ Compte de résultat prévisionnel	53
II / Modalité de financement et analyse de la rentabilité	55
1) Plan de financement du projet	55

2)	Structure de financement	55
3)	Rentabilité du projet	57
III /	Risques liés au projet et solutions proposées	58
1)	Manque de confiance	58
2)	Communication insuffisante	58
3)	Risques de taux de défaut	58
4)	Des fonds peu pérennes	58
5)	Risque de sécurité	59

### Résumé

Le secteur agricole est un puissant moteur de développement, surtout pour les pays les moins avancé. Le Burkina Faso appartenant à la zone monétaire et économique de l'UEMOA est l'un d'entre eux. Souvent citer parmi les pays les plus prospèrent en agriculture d'Afrique de l'ouest et même d'Afrique, le Burkina Faso atteint des résultats acceptables malgré un secteur sous-exploité et peu mécanisé ; il en ressort un fort potentiel. Un moyen majeur de le développer est le financement des agents économiques qui interviennent sur ce secteur. Malheureusement, malgré des taux de défaut faibles des agriculteurs, les institutions financières classiques et décentralisées ne se targuent pas de proposer des services adaptés à ce secteur, les collectivités publics et les ONG, deux autres financeurs de ce secteur, peinent à satisfaire tous les besoins.

Le crowdlending, de la grande famille du crowdfunding, est un système de financement moderne et qui commence à faire ces preuves en Afrique. Les facteurs clés de son succès sont la publicité, la gestion des fonds et le suivi post-financement. Nous avons eu l'idée d'utiliser ce modèle pour fournir le financement dont les agriculteurs ont besoin pour se développer : financements à moyen et long terme. Pour ce faire, nous avons mis en place une structure, Y-nvest, de 10 employés qui vont gérer la société, feront notre publicité, et offrirons des services inédits aux agriculteurs. Par ailleurs, nous allons nous appuyer sur des partenaires durant notre projet pour non seulement offrir un service de qualité aux agriculteurs mais aussi alléger leur coût.

Après analyse de l'activité, elle s'avère rentable et réalisable sur les cinq années du projet. On veut la financer par apport personnel, par un capital-investisseur, Orange Burkina et l'Etat. La présence de ce dernier est d'un avantage d'autant plus grand pour la crédibilité de notre entreprise.

#### **Abstract**

The agricultural sector allows the development of countries strongly, especially for the least developed countries. Burkina Faso is one of these countries and appertain to monetary and economic zone of WAEMU. Being among the most prosperous countries in agriculture in West Africa and even in Africa, Burkina Faso achieves acceptable results despite an under exploited and mechanized sector; we found a strong potential. A best way of developing that sector is financing the economic agents who live of that. Unfortunately, despite low default rates for farmers, traditional and decentralized financial institutions do not providing services adapted to this sector, public authorities and NGOs, two other financing agencies, do not reach of meet all the needs.

The crowdlending is a modern financing system and is beginning to grow up in Africa. Key success factors include advertising, fund management and post-funding follow-up. We had the idea of using this model to provide the financing that farmers need to develop: medium-and long-term financing. To do this, we have set up a structure, Y-nvest, of 10 employees who will manage the company, advertise and offer unreleased services to farmers. In addition, we will develop some partnerships during our project to not only provide quality service to farmers but also reduce their cost.

After analysis of the activity, it proves profitable and achievable over the five years of the project. We want to finance it by personal contribution, by a capital-investor, Orange Burkina and the State. The presence of the latter is of a greater advantage for the credibility of our company.